

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LÉNINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

2^e ANNEE N° 63
JEUDI 4 JUIN 1970

**CONTRE LA FASCISATION, POUR LA RÉVOLUTION SOCIALISTE,
SEULE LA CLASSE OUVRIÈRE, LIBÉRÉE DU RÉVISIONNISME,**

PEUT

UNIR ET CONDUIRE LE PEUPLE

L'INCONGRUITÉ DE M. MARCELLIN

M. Marcellin a lâché une nouvelle incongruité. M. Marcellin est un fin limier ; il possède des services de renseignement qui voient tout, écoutent tout (en particulier les conversations téléphoniques), lisent tout ; il a surtout un sens de la déduction qui n'appartient qu'à lui. Une enquête minutieuse, des informations incontestables lui ont permis de découvrir la cause de tout le mal : la main de l'étranger ou, plus précisément, la baguette du président Mao qui orchestre les troubles dans le monde entier.

Fallait-il être bête pour ne pas y prêter attention ! S'il y a de l'agitation dans de nombreux pays, l'agitation en France n'est donc pas un phénomène national mais international. Et « phénomène » n'est pas un terme de policier, pour un policier, il n'y a que des complots, donc il y a un complot international. M. Marcellin, quoi qu'on puisse croire, sait tout de même lire et peut-être écrire. Il a dû ouvrir **Pékin-Information** : tout ce qui vient de Chine est suspect ; il aura appris que, venues du monde entier, des délégations séjournaient parfois à Pékin, que, dans le monde entier, il y avait des organisations marxistes-léninistes. Quelle révélation : il avait découvert le secret de Polichinelle, tout s'éclaircit !

Au fond, M. Marcellin, dans ce que vous dites, il y a du vrai, mais c'est incomplet. Partout ou presque dans le monde, directement ou indirectement, il y a oppression et exploitation de la bourgeoisie capitaliste, de l'impérialisme ; et partout il y a révolte. Il est un pays où l'oppression a été vaincue : la Chine, et c'est pourquoi tous les opprimés ont les yeux tournés vers elle. Un homme a dirigé la révolution chinoise, il s'appelle Mao Tsé toung et sa pensée aide tous les opprimés à y voir plus clair. Quant aux responsables des troubles, c'est une question de point de vue, nous penserions plutôt que ce sont les oppresseurs. Vous cherchez bien loin des responsables que vous avez sous la main. Vous savez pourtant bien que les pavés ne volent que quand vos flics apparaissent. Vous frapperiez plus juste si vous emprisonniez vos collègues du gouvernement et si vous vous arrêtiez vous-même le tout premier. Et ce serait déjà un petit débarras.



MANIFESTATION DE MASSE EN MAI 1968

DÉFENDONS Georges ZENATTI

Notre camarade Georges Zenatti est inculpé pour « voie de fait » et « vol », sur plainte du fasciste F. MARQUANT.

Celui-ci, fasciste notoire, délégué du G.E.L.I.A. (Groupe des Etudiants Libres de l'Institut d'Art - succursale de l'Ordre Nouveau) au Conseil de Gestion de la Sorbonne, connu pour avoir tenté de pratiquer la terreur blanche à l'encontre des marxistes-léninistes, est un tes (en envoyant ses nervis traquer des militants), est un adepte de Mussolini et d'Hitler, une fois il avait déclaré, en parlant d'un groupe fasciste quelconque : « Ceux-là ne sont pas de vrais fascistes, les vrais, c'est nous ! ».

Reconnu mercredi 20 mai à Censier par des étudiants progressistes, alors qu'il traversait le parvis, il fut acculé, blanc de peur, à se déclarer anti-fasciste, et rédigea un texte dans lequel il disait « dénoncer l'Ordre Nouveau comme mouvement néo-nazi et renoncer à expulser les militants marxistes-léninistes par la violence ».

Le camarade Zenatti est inculpé de « violence » et de « vol » sur le fasciste Marquant, alors que, lorsque Marquant fut surpris à Censier, le camarade G. Zenatti ne s'y trouvait pas !

Le procès intenté par Marquant à notre camarade montre bien la collusion des flics et des fascistes. A-t-on jamais inculpé un fasciste de « violence » à l'encontre d'un militant révolutionnaire ?

Non, les crimes des nervis d'Ordre Nouveau et des S.A.C. restent impunis, les S.S. aux petits pieds du G.U.D. n'ont jamais été inquiétés, lorsqu'ils « interdisaient de séjour » des étudiants progressistes d'Assas.

Le procès inique que la bourgeoisie tente au camarade sera transformé par nous en procès de la fascisation !

Mobilisons-nous, organisons la défense du camarade inculpé.

Georges Zenatti sera acquitté !
C.D.H.R. Censier.

UNE INITIATIVE POSITIVE

A l'occasion du 99^e anniversaire de la fin héroïque de la Commune, les C.D.H.R. du 19^e arrondissement de Paris et du lycée Bergson, en liaison avec le comité d'action révolutionnaire du 19^e, ont organisé une diffusion manifestation de « L'Humanité Rouge ».

Les militants scandant différents mots d'ordre et chantant « L'Internationale » ont défilé à travers les rues les plus populaires du quartier, jusqu'à Belleville. Ils ont vendu plusieurs dizaines de notre dernier numéro et distribué massivement un tract ayant pour titre : « Gloire éternelle aux héroïques communards ! La Commune n'est pas morte ! ».

SUCCE DE TROIS CONFÉRENCES DE RÉGIS BERGERON

L'organe central du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de Belgique, « CLARTE », a publié récemment l'information suivante : « Le 12 mai, à Bruxelles, le 13 à Quagnon et le 14 à Charleroi, notre camarade Régis Bergeron a donné sous les auspices de l'association Belgique-Chine trois conférences qui ont rencontré un énorme succès. Elles étaient consacrées à la grande Révolution Culturelle Proletarienne en Chine. La discussion qui a suivi chaque fois a été remarquable. Il faut souligner la présence de nombreux travailleurs et de jeunes... »

PEUPLE KHMER VAINCRA !



ENGLOUTISSONS L'IMPERIALISME AMERICAIN DANS LES FLAMMES.
CARICATURE CAMBODGIENNE.

LE PRESIDENT MAO TSE TOUNG A
DECLARE LE 20 MAI 1970 :

« L'IMPERIALISME AMERICAIN A L'AIR D'UN COLOSSE, MAIS IL N'EST EN REALITE QU'UN TIGRE EN PAPIER... AU FOND, QUI A PEUR DE QUI DANS LE MONDE ACTUEL ? CE NE SONT PAS LES PEUPLES DU VIETNAM, DU LAOS, DU CAMBODGE, DE LA PALESTINE... QUI CRAignent L'IMPERIALISME AMERICAIN, C'EST L'IMPERIALISME AMERICAIN QUI CRAINT LES PEUPLES DU MONDE... UNE CAUSE JUSTE BENEFICIE TOUJOURS D'UN LARGE SOUTIEN, TANDIS QU'UNE CAUSE INJUSTE EN TROUVE PEU... LE PEUPLE D'UN PETIT PAYS TRIOMPHERA A COUP SUR... S'IL OSE SE DRESSER POUR LA LUTTE, RECOURIR AUX ARMES ET PRENDRE EN MAIN LE DESTIN DE SON PAYS... »

« UNISSONS-NOUS AVEC LES PEUPLES
DU MONDE POUR ABATTRE LES AGRESSEURS
AMERICAINS ET LEURS LAQUAIS ! »

YANKEES NAZIS HORS d'INDOCHINE !

L'HUMANITÉ rouge

Une nouvelle affiche de l'H.R.
Envoi sur demande : 10 centimes l'exemplaire.

UN ESSAI QUI RESTE D'ACTUALITÉ :

'LE PRINTEMPS RÉVOLUTIONNAIRE DE 1968'

Dédié à la mémoire de Gilles Tautin, le « Printemps révolutionnaire de 1968 » — essai d'analyse marxiste-léniniste par Jacques Jurquet - édition Git-le-Cœur Paris - sorti de presse moins de 6 mois après cette flambée historique.

A le relire en ce deuxième anniversaire, grâce au recul, ses qualités nous apparaissent encore mieux. Les plus évidentes sont l'étude consciencieuse du réel, la rigueur des analyses, la certitude révolutionnaire née de la vision large et profonde, au-delà des apparences ; enfin, la disposition logique de l'exposé et la clarté du style en rendent la lecture aisée.

Deux ans après un assaut infructueux, parce que trahi et insuffisamment préparé, tous les militants marxistes-léninistes se posent des questions qui se rapportent toutes à une seule en définitive : « Comment faire la révolution sociale en France ? »

Parce qu'il insiste sur les causes profondes (le mécontentement populaire général) et dégage les erreurs et faiblesses des révolutionnaires de 1968, « Le Printemps Révolutionnaire », tout au long de ses 178 pages, contient de précieux enseignements, valables pour les jeunes militants comme pour les plus vieux. Parmi ceux-ci :

- Il n'y avait pas de direction unique des luttes en 1968 ;
- Les masses n'étaient pas gagnées à l'idée de la révolution sociale et organisées dans ce but à la veille de Mai 1968 ;
- La lutte contre le capital implique la destruction de l'idéologie révisionniste et de toute illusion ;
- Une théorie fondée sur l'idéalisme et l'individualisme ne peut pas sortir de ses limites petites-bourgeoises et conduire la révolution prolétarienne ;
- Il s'en suit que la révolutionnarisation de l'homme doit être déjà à l'ordre du jour, dans nos rangs, développant l'esprit bolchevick, l'esprit de la longue marche, la pensée-maotsétoung.

C'est vrai que sans faiblesse, comme sans la moindre mesquinerie, l'œuvre du camarade Jurquet apprécie le vide idéologique que camouflent l'anti-autoritarisme et l'exaltation invocatoire de l'action spontanée, action miracle qui naitrait du refus de la discipline, du volontarisme et de l'action exemplaire ou seulement spectaculaire d'une poignée de héros (!!!) La révolution et son déclenchement ne peuvent pas être fondés sur le hasard ; ils obéissent à des lois précises, qui ne sont pas celles de la publicité.

Aux solutions de facilité issues d'un refus individualiste au-dessus des classes, le camarade Jurquet oppose aux différents chapitres de son livre l'indispensable organisation et la prise de conscience, la liaison de l'avant-garde et des masses.

Et s'il est bien vrai que « hier explique et éclaire aujourd'hui », « demain commence aujourd'hui », ainsi que le rappelle l'auteur dans les dernières lignes de cette œuvre si riche.

Il faut lire, relire et étudier cet excellent manuel, le faire connaître autour de nous.

Un militant ouvrier.

En avant vers les 15 millions

	Total précédent		
H.M.	Tain l'hermitage	135 110,86 F	
D.V.	Lons-le-Saunier	30 F	
Fac de Sciences	Orsay	40 F	
A.	Paris-13 ^e	50 F	
Un lecteur sympathisant	Cannes	100 F	
2 lecteurs	Saint-Etienne	4 F	
Un couple d'enseignants, anciens membres du P.C.F.	Paris	7 F	
C.D.H.R. Eugène Varlin (mars-avril)	Paris	500 F	
Une lectrice R.E.R.	Joinville	300 F	
Un ouvrier	Saint-Maur	7 F	
C.D.H.R. Lakanal	Paris	2,50 F	
C.D.H.R. Pyrénées-Réunion	Paris-20 ^e	50 F	
C.D.H.R.	Gap	100 F	
Partie de la collecte au meeting « Chine 70 »	Lyon	280 F	
S.P. (juin)	Paris-19 ^e	90 F	
Un ouvrier	Rouen	60 F	
M.L.	Bretagne	35 F	
		5 F	
Total général		136 771,36 F	

Secours Rouge

	Total précédent		
C.D.H.R.	Aix-en-Provence	3 789,90 F	
N.N.	banlieue de Nancy	30 F	
C.D.H.R.	Gap	25 F	
Partie collecte meeting « Chine 70 »	Lyon	10 F	
R.M.	Paris-5 ^e	100 F	
		1 000 F	
Total général		4 954,90 F	

L'« H. R. » A L'HONNEUR

Nous venons d'apprendre avec une joie profonde que le quotidien central du Parti Communiste Chinois, le « Renmin Ribao » (quotidien du peuple) a publié récemment des articles parus dans notre hebdomadaire.

L'éditorial de l'H.R. écrit à l'occasion du centenaire de la naissance de Lénine (n° 57) a été présenté aux lecteurs chinois dans son intégralité, de même que des extraits de l'éditorial relatif à la criminelle agression yankee contre le Cambodge (n° 59).

C'est un très grand honneur, de caractère politique, pour « L'Humanité Rouge », modeste journal français, que de voir certains de ses articles publiés dans la presse chinoise.

Mais cet honneur présente aussi pour nous le devoir difficile de continuer à le mériter, en développant sans cesse de nouveaux efforts afin d'améliorer sur tous les plans « L'Humanité Rouge ».

Notre comité de rédaction, qui consacre une partie de ses réunions à l'autocritique, doit persévérer dans cette juste méthode de travail.

Nos lecteurs, amis, sympathisants et militants des C.D.H.R. ont le devoir de l'aider positivement dans cette grande tâche politique.

PUBLICATION D'UN RÉCENT DISCOURS D'ENVER HOXHA

Le discours prononcé par le camarade Enver Hoxha, premier secrétaire du Parti du Travail d'Albanie, à la réunion solennelle consacrée au 25^e anniversaire de la libération de la patrie et au triomphe de la révolution populaire a été édité en français sous le titre « 25 années de lutttes et de victoire sur la voie du socialisme ».

Les lecteurs qui s'intéressent à la révolution albanaise pourront y étudier un magnifique exemple d'édification du socialisme dans le cadre d'une dictature du prolétariat sous la forme du pouvoir populaire.

Ne disposant que d'un nombre limité de cet ouvrage, nous ne saurions trop les inciter à nous en passer commande directement, ou à se le procurer à la librairie « Le Phénix », 72, boulevard Sébastopol - Paris-3^e.

(L'exemplaire : 2 F, plus 0,80 F pour frais d'envoi).

COUPONS LES AILES D'UN CANARD AVARIÉ

« L'Humanité Rouge » n'a pas participé au meeting de la Mutualité en faveur de Le Dantec et Le Bris, organisé par « La Cause du Peuple ».

Nous n'avons été ni informés, ni sollicités, ni invités par les organisateurs et autres participants. Nous n'avons eu connaissance de ce meeting qu'au dernier moment, le jour même de sa tenue, trop tard pour appeler les amis de « L'Humanité Rouge » à y participer, trop tard pour y déléguer, même non invités, nos représentants. Nous regrettons de tels faits, d'autant plus qu'il eut été utile d'apporter dans ce meeting une voix supplémentaire authentiquement révolutionnaire, marxiste-léniniste et de pensée-maotsétoung, pour contraster avec les interventions de certaines formations réformistes ou pseudo-révisionnistes.

En tout état de cause, nombre de militants HR y sont allés spontanément. Ils ont bien fait. Nous sommes partisans d'un large « Front uni contre la répression et la fascisation », par delà les divergences réelles qui peuvent exister entre nous et d'autres organisations.

Voici qui coupe les ailes au canard avarié qui vole bas depuis quelques jours dans Paris, en cancanant que « L'H.R. aurait refusé sa participation au meeting de la Mutualité ».

ÉDITORIAL

IL N'Y A PAS DE RACCOURCI POUR ALLER VERS LA RÉVOLUTION

**ARRACHONS D'ABORD
la CLASSE OUVRIÈRE au RÉVISIONNISME !**

Un camarade qui tombe dans l'embuscade tendue par l'ennemi cesse-t-il d'être un camarade ? Evidemment non. Même si la tactique erronée qu'il s'était choisie devait inéluctablement le précipiter dans le piège ? Blâmons-nous aussi de n'avoir pu le convaincre de son erreur. S'il est pris, nous nous battons pour le libérer. S'il avait entraîné des nôtres à son côté, auraient-ils dû, pour se sauver eux-mêmes, le poignarder dans le dos et le livrer à l'ennemi ? Ils devaient, bien sûr, combattre à ses côtés pour essayer de le dégager.

La Gauche prolétarienne est tombée dans un piège. La répression s'abat sur ses militants recherchés, arrêtés, condamnés. Le pouvoir a osé emprisonner pour délit de presse les deux directeurs successifs de son journal, **La Cause du Peuple** et leur infliger de lourdes peines : on n'avait pas vu cela depuis l'occupant nazi. Le pouvoir, issu du putsch fascisant du 13 mai 1958, qui a suscité la formation de groupes armés baptisés C.D.R. ou S.A.C., qui accorde la protection bienveillante de sa police aux réunions de fascistes avoués, a de nouveau utilisé la loi prévue à l'encontre des ligues fascistes pour combattre un groupement révolutionnaire : un décret a officiellement dissous la Gauche prolétarienne. Le pouvoir a, ce faisant, une fois de plus, montré clairement la nature de classe de sa légalité : on peut malheureusement douter que la leçon ait porté au-delà de ceux qui avaient déjà rejeté toute illusion. La Gauche prolétarienne avait prévu toute une série d'actions de protestation. Elle a dû renoncer à la plupart en apprenant que les flics étaient au rendez-vous avant ses propres militants. Elle n'a démontré dans les autres que la faiblesse de ses capacités de mobilisation et d'organisation. A la Halle au Vin, à Censier, au Quartier Latin des étudiants ont su affronter la police avec courage et détermination. Ce fut une sorte de baroud d'honneur, pas tout à fait inutile — il serait désastreux que la répression sévisse dans l'indifférence et la passivité générale —, pas très utile : cela ne mène à rien, en politique, de prendre ses désirs pour des réalités et l'on ne reproduit pas mai 1968 à volonté. Le négatif a contrebalancé le positif, le pouvoir a grossi lui-même les faits pour défendre sa loi scélérate, le P. « C. » F. lui emboîte le pas.

Où la Gauche prolétarienne, que son mépris total de tout principe d'organisation arme mal pour la clandestinité, ne survivra pas à sa dissolution légale et éclatera comme l'ancienne U.J.C.M.L., ou elle se transformera au point de ne plus conserver grand chose de commun avec ce qu'elle était. Les échecs de la Gauche prolétarienne sont la rançon du volontarisme qu'elle a toujours substitué à toute analyse objective, de son absence de stratégie, de ses aberrations tactiques. Ses principes d'action reconstituent une sorte de musée des erreurs du mouvement révolutionnaire... au siècle précédent. Il y a la « lutte anti-autoritaire » dont Malatesta formulait déjà ainsi les principes en 1842 : « L'essentiel est de tuer tous les rois — ceux des cours, des parlements et des usines — dans le cœur et la pensée des gens, c'est-à-dire de déraciner la foi dans le principe d'autorité dont une grande partie

du peuple garde le culte ». Il y a l'action exemplaire, moderne version de la « propagande par le fait » prônée par la Fédération jurassienne anarchiste sous l'influence de Bakounine. Il y a les petits sabotages (les gros sabotages, ceux qui risquent d'entraîner mort d'homme ou chômage ne sont évidemment pas l'œuvre de la G.P. mais de provocateurs ; l'amalgame possible demeure pourtant un écueil supplémentaire de cette tactique) qui doivent, par représailles contre le patron, désorganiser la production et aboutir à une sorte de terreur économique dont Staline disait déjà : « Il est hors de doute que la terreur économique se justifie d'une certaine façon, en apparence, dans la mesure où l'on s'en sert pour intimider la bourgeoisie. Mais qu'est-ce que cette peur, si elle est passagère et fugitive ? Et qu'elle ne puisse être que passagère, cela est évident, ne serait-ce que parce qu'il est impossible d'exercer la terreur économique toujours et partout. Voilà un premier point. En second lieu, que peuvent nous donner la peur passagère de la bourgeoisie et les concessions qui en résultent si nous n'avons pas derrière nous une puissante organisation ouvrière de masse, toujours prête à lutter pour les revendications ouvrières et capable de maintenir les concessions arrachées. Or les faits attestent avec évidence que la terreur économique annihile le besoin d'une telle organisation, ôte aux ouvriers l'envie de s'unir, d'agir pour eux-mêmes dès l'instant qu'ils ont des héros terroristes pouvant agir à leur place. » Il y a la recherche systématique de la répression pour susciter la solidarité et qui n'aboutit qu'à l'indifférence des masses : provoquée, la répression perd sa valeur démonstratrice. Les références délirantes à la résistance anti-nazie ou à la révolution chinoise ne suffisent pas à travestir la vraie nature du mouvement : une variété d'anarchisme petit-bourgeois.

Le marxisme-léninisme a toujours répudié les méthodes anarchistes : les récents événements montrent bien pourquoi. Mais la révolte anarchiste est un effet de la société capitaliste et une réaction contre elle. Nous avons les mêmes ennemis que les anarchistes de la G.P., mais ils ne savent pas les combattre correctement ; nos contradictions avec eux sont des contradictions au sein du peuple, secondaires par rapport à notre commune volonté d'abattre la bourgeoisie. M. Marcellin est grotesque lorsqu'il voit un complot de l'étranger là où il n'y a que révolte spontanée et maladroite contre le pouvoir bourgeois qu'il représente. Salini, le chroniqueur de **L'Humanité-Dimanche** n'est pas moins odieux et ne raisonne pas différemment quand il dénonce dans la G.P. l'alliée du pouvoir. Que le pouvoir cherche à utiliser les actions de la G.P., c'est évident : c'est le jeu du pouvoir de chercher à tout utiliser, il utilise aussi, dans sa lutte contre la G.P., l'attitude de la C.G.T. et du P. « C. » F. et ceux-ci s'y prêtent avec beaucoup plus de complaisance. Que le pouvoir « manipule la G.P. », on ne saurait le dire que dans le sens où le bureau manipule sa victime. Quand Salini écrit qu'aux Etats-Unis ou à Berlin « faute de voir de fortes et influentes organisations socialistes mener bataille contre la réaction, les révoltés

cherchent dans la violence des minorités ce que peut donner seulement l'action collective, l'action de masse, l'action du peuple rassemblé », il parle d'or ; il devrait seulement ajouter que les mêmes effets proviennent des mêmes causes, qu'en France aussi, c'est bien l'absence d'une forte organisation combattant pour le socialisme, c'est bien la trahison des luttes par le P. « C. » F. et le vide qu'il laisse qui précipite les étudiants dans de telles actions. S'ils sont les premières victimes de la répression et de la fascisation, il nous appartient de dénoncer l'Etat bourgeois qui les matraque et les emprisonne tout comme les révisionnistes qui applaudissent.

Le combat contre la répression, contre la fascisation, contre l'Etat bourgeois doit se mener jusqu'au bout : on n'enrayera pas le jeu de la répression, on n'éliminera pas les menaces de recours au fascisme si on ne détruit pas définitivement l'Etat bourgeois. Il s'agit d'un combat dur et de longue haleine que l'on doit mener avec persévérance, discipline et organisation. Il s'agit d'un combat que l'on ne gagnera pas en quelques actions de commando, que l'on ne mènera pas sans troupes, sans les masses. Le premier souci du révolutionnaire doit être de rallier les masses, les masses ouvrières, s'il est vrai que la classe ouvrière soit la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, de renforcer une avant-garde ouvrière déterminée à la lutte, de lui conquérir l'audience de la grande majorité de la classe ouvrière. Ceci suppose, actuellement en France, la réalisation d'un premier objectif : arracher la classe ouvrière au révisionnisme. Ce n'est qu'une fois cette tâche réalisée que l'on pourra aller plus avant. Il n'y a pas de raccourci à la voie de la révolution.

A BAS LA DICTATURE BOURGEOISE !

A BAS LE REVISIONNISME !

VIVE L'ACTION DE MASSE !

DERNIÈRE MINUTE

Paris, le 2-6-70.

Quelques heures après la parution de la « Cause du Peuple » n° 24, les policiers qui étaient déjà venus à plusieurs occasions semblables pour interrogatoire et perquisition (voir notre communiqué précédent), sont revenus, avec l'intention d'emmener le directeur de la N.P.P. pour garde à vue.

Le personnel prévenu a immédiatement débrayé et a occupé le bureau où les policiers tentaient de le « persuader » de les suivre, sans aucun mandat.

Après quelques « explications » sur l'arbitraire de telles méthodes, les policiers se sont réfugiés derrière des instructions à demander à leurs supérieurs, pendant que les « forces de l'ordre » (environ 60 en uniforme ou en civil) occupaient les issues.

Devant les menaces proférées d'employer la force pour emmener le directeur, le personnel a décidé celui-ci de quitter les bureaux et de venir dans les ateliers. Là, le personnel s'est barricadé à l'intérieur des locaux pour faire face à toute éventualité. Il a rapidement prévenu des amis à l'extérieur et un reporter radio est venu dans les ateliers pour obtenir un interview qui a été diffusé dès 18 heures.

La police a dû se contenter d'une audition du directeur dans les ateliers, en présence du personnel. Pendant tout ce temps, de nombreux voisins, en particuliers des ouvriers des environs, se rassemblaient et prenaient conscience de la gravité de l'agression arbitraire.

En conclusion, nous considérons que les hésitations puis le départ de toutes les forces de l'ordre sont une victoire obtenue par l'action unie du personnel. Nous appelons tous les travailleurs du livre et de la presse à s'opposer résolument à toute atteinte à la liberté de la presse et d'opinion.

Le personnel des N.P.P.

**Abonnez-
vous...**

Nom	abonnement ordinaire :
Prénom	20 F pour 6 mois
Adresse	40 F par an
.....	abonnement de soutien :
.....	40 pour 6 mois
.....	80 par an
.....	abonnement pour
.....	l'étranger (par avion) :
.....	120 F par an

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »
30226.72 Centre La Source

FRONT OUVRIER

DES CHIENS COUCHANTS DE LA BOURGEOISIE

Les travailleurs qui ont encore des illusions à perdre sur la Direction Confédérale de la C.G.T. auront été désagréablement surpris de lire le compte-rendu du procès de leur camarade Maurice Bordenave, membre du service d'ordre de la C.G.T. lors de la manifestation du 1^{er} mai (voir H.R. n° 61 - première page).

Ce dernier, qui était également ouvrier au centre d'essais de propulseurs de Saclay, était accusé par un officier de gendarmes mobiles, d'avoir lancé des projectiles sur les forces de police. Chantage de l'employeur ? (en l'occurrence le ministère de la Défense Nationale). Instructions impératives de la Direction de la C.G.T. ? On ne sait. Toujours est-il que Bordenave a déclaré pour sa défense, le 11 mai, devant la 24^e Chambre Correctionnelle :

« Je suis contre toute violence, j'ai du respect pour la police et l'armée françaises. J'estime que ces gens font leur travail et qu'il faut les respecter. Je n'ai absolument rien fait contre eux. Il y a erreur à mon égard... »

Après une telle profession de foi, Bordenave a été relaxé au bénéfice du doute. Evidemment !

Une telle déclaration aurait, autrefois, été jugée indigne d'un membre de la C.G.T.

Mais ce n'est pas un fait isolé. A Vernon (Eure), il y a environ deux mois, trois travailleurs, syndiqués à la C.G.T., étaient arrêtés alors qu'ils collaient des affiches de soutien à des soldats emprisonnés, et inculpés de « provocation de militaires à la désobéissance » (voir H.R. n° 61 - page 11). Que fit l'U.D.-C.G.T. de l'Eure pour défendre ses militants ? Rien, ou plutôt si : dans une déclaration infâme, publiée le 6 mai, le secrétaire de l'U.D. indiquait que ces « gauchistes » étaient peut-être membres de la C.G.T., mais sûrement pas militants, et qu'au surplus, nul ne pouvait invoquer sa qualité de confédéré pour accomplir un acte politique quelconque. « Condamnez donc ces gauchistes », disait le Ponce-Pilate de l'U.D.-C.G.T., nous, on s'en lave les mains ! ».

Or, le syndicat C.G.T. du Laboratoire de Recherches balistiques et aérodynamiques, auquel appartenaient ces 3 travailleurs a remis les choses au point. Il précise que l'un d'eux est « syndiqué depuis 1946, et membre de la commission administrative de l'union locale C.G.T. de Vernon, et qu'un autre est membre du conseil syndical C.G.T. du Laboratoire de recherches balistiques depuis deux ans ».

Ce syndicat indique, en outre que « Les unions locales C.G.T. et CFDT de Vernon ont pris position en faveur des soldats emprisonnés et ont fait un communiqué commun le 14 mars 1970. Par conséquent, l'activité de ces trois travailleurs ne se trouvait pas en opposition avec la déclaration des unions locales C.G.T. et C.F.D.T. ».

Nous ignorons l'appartenance politique de ces travailleurs ; si appartenance il y a.

Mais une chose est sûre. Victimes de répression bourgeoise, ils ont été non seulement abandonnés par leur organisation syndicale, mais encore désignés par celle-ci à la vindicte des juges réactionnaires. L'attitude honorable et courageuse du syndicat de base de ces travailleurs mérite un hommage, mais la ligne de la Direction Confédérale de la C.G.T., c'est-à-dire celle du P.«C.»F., c'est celle exprimée par l'U.D. de l'Eure, et par le membre du service d'ordre C.G.T. « injustement » accusé d'avoir manqué de respect à l'armée et à la police.

En voulez-vous une preuve supplémentaire ? Vous la trouverez dans cet édit de la « Vie Ouvrière » du 5 mai, signée de l'ouvrier André Berthelot, haut fonctionnaire d'autorité et secrétaire de la C.G.T. Parlant de la loi « anti-casseur », Berthelot écrit :

« A l'hypocrisie des illusions (qui ne fait pas suffisamment recette), le gouvernement tente de substituer l'hypocrisie de la loi. Et, pour que cela fasse bon poids, il prend prétexte des violences gauchistes — justement condamnées par l'opinion

publique — pour promouvoir, en outre, un texte scélérat sur la répression collective dont on devine fort bien qu'il pourra être utilisé demain contre les travailleurs en lutte, contre leurs organisations syndicales et politiques, déclarées coupables de non-conformisme gouvernemental ».

L'actualité a beau nous apprendre que les « violences » en question sont le fait de C.D.R. ou de vétérans de l'O.A.S., Berthelot continue d'aboyer contre les « gauchistes ». Mais surtout sa crainte essentielle, c'est d'être « déclaré coupable de non-conformisme gouvernemental ». Il ne l'envoie pas dire, et d'ailleurs ce souci n'est pas nouveau.

Donc, pas touche à l'armée et à la police. Quant aux soldats emprisonnés, ça les dressera !

Les travailleurs, et pas seulement ceux d'avant-garde, se souviennent pour leur part, de ce couplet de leur chant de combat et d'espoir, « l'Internationale » :

« Les rois nous saoulaient de fumée, Paix entre nous, guerre aux tyrans Décrétons la guerre aux armées Crosses en l'air, rompons les rangs ! S'ils s'obstinent ces cannibales A faire de nous des héros, Ils verront bientôt que nos balles Sont pour nos propres généraux ».

Dans la lutte de classes, la police et l'armée bourgeoises ont pour rôle essentiel de défendre par la violence la société capitaliste.

Quand les dirigeants révisionnistes de la C.G.T. prêchent le respect de ces « détachements spéciaux d'hommes armés », quand ils refusent de prendre la défense des soldats qui se révoltent contre les officiers réactionnaires, ils montrent qu'ils ont abandonné la lutte de classes pour la collaboration de classe. Et ils volent au secours de l'Etat bourgeois. Le répugnant spectacle de cette trahison aidera la classe ouvrière à rejeter la tutelle des bonzes révisionnistes et à s'engager hardiment dans la voie révolutionnaire, sous la direction de l'avant-garde marxiste-léniniste.

P.T.T. : TITULARISATION DES AUXILIAIRES !

Lutter contre l'exploitation de l'homme par l'appareil administratif, c'est d'abord exiger la titularisation de tous les auxiliaires.

L'administration des P.T.T. réalise de gros bénéfices ; elle les réalise sur le dos de nous les travailleurs : les usagers et les postiers.

Les augmentations de tarif.

Il est inutile d'insister sur les bénéfices réalisés au détriment des usagers ; les chiffres parlent de façon éloquente ; voici quelques exemples :

— L'affranchissement d'une lettre (si vous désirez qu'elle parvienne à destination dans un délai raisonnable), est passé de 30 centimes à 40 centimes, soit une augmentation de 33 % ;

— Taxe d'express a sauté de 2 F à 3 F (augmentation de 50 %) ;

— Il y a trois ans, la taxe de recommandation était de 1 F, elle est maintenant de 2,60 F (augmentation de 160 %) ;

— Fin 1966, le droit des versements à un compte chèque postal par mandat inférieur à 1.000 F était de 50 centimes, ils sont maintenant de 1,70 F (soit ici une augmentation de 240 %). (1).

Là n'ont été citées que les taxes concernant les opérations les plus courantes effectuées par le « grand public », c'est-à-dire vous, camarades travailleurs.

Votre patron vous vole ; l'Etat vous vole, lui aussi, par tous les moyens : impôts indirects, impôts directs, en vous faisant payer de plus en plus cher les services.

Votre patron lésine pour accorder des augmentations minimales, mais l'Etat patron n'hésite pas quant à lui à doubler, voire même à tripler ses tarifs.

La situation des postiers empire.

Mais l'erreur serait de croire que ces augmentations et les tarifs élevés pratiqués par les P.T.T. profitent aux postiers ; il n'en est absolument rien ; tout au contraire, la situation se détériore de jour en jour aux P.T.T. ; le mécontentement grandit dans les différents services ; le trafic augmente, les effectifs ne suivent pas, les postes vacants sont comblés avec de plus en plus de retard. Lorsque les comptes et les statistiques annuels accusent une augmentation de trafic, la direction des P.T.T. accorde quelques heures supplémentaires de tra-

vail, ce qui se traduit par l'embauche d'un auxiliaire à temps partiel. Outre le fait que ces quelques heures accordées sont ridicules (car les statistiques sont « étudiées » par ces messieurs de la direction après l'année de travail écoulée, donc avec un an de retard sur les besoins réels du service), le fait d'embaucher pour quelques heures par jour est une demi-mesure non convenable pour l'ensemble des employés et nuisible pour l'auxiliaire embauché. On en arrive parfois à des situations invraisemblables ; dans un même bureau un auxiliaire travaille six heures par jour, quatre heures sont accordées un an après ; on embauche alors un deuxième auxiliaire pour quatre heures ; et ainsi de suite... Quand il y a une vacance d'emploi, cette vacance est comblée par un auxiliaire en attendant la problématique nomination d'un titulaire.

Mais qui sont donc ces auxiliaires ?

Ce sont en général des jeunes, qui au sortir de l'école ou du service militaire se retrouvent chômeurs, des femmes dont le salaire du mari n'est pas suffisant et pendant les vacances scolaires, des étudiants dont les besoins sont évidents.

P.T.T. (suite de la colonne 3)

Comme les travailleurs immigrés sont les esclaves du patronat français, les auxiliaires sont les esclaves de l'administration ; non seulement ce sont les employés les plus mal payés, mais encore ce sont eux qui le plus souvent accomplissent les tâches les plus ingrates.

Un auxiliaire à temps complet, perçoit environ 800 F par mois et souvent moins (où en est le mot d'ordre « pas de salaire inférieur à 1.000 F » ?), il peut être renvoyé à tout moment par la direction. Que devient alors ce jeune chômeur qui a quitté sa lointaine province ?

Quand une grève est déclenchée, l'auxiliaire n'ose y participer, il sait bien que le renvoi pour fait de grève est interdit, mais en cas de licenciement, c'est lui qui sera renvoyé malgré tout parmi les premiers. L'auxiliaire est donc bien malgré lui un facteur de division dans l'unité revendicative. La direction mise là-dessus. Qu'ont fait de positif dans ce sens tous les syndicats ? Rien, absolument rien.

La question des mutations.

Les titulaires établissent chaque année des « fiches de vœux » de mutation pour rechercher la résidence de travail de leur choix ; les auxiliaires n'y ont pas droit. On leur a imposé telle ville, tel service. Ainsi par l'emploi abusif d'auxiliaires, les mutations arrivent à être « bloquées » ; un titulaire doit parfois attendre de longues années pour exercer dans la ville de son choix (exemple Clermont-Ferrand), uniquement parce que dans cette ville la majorité des postiers sont des auxiliaires donc des employés immuables ; si les auxiliaires avaient droit aux mutations la situation se décanterait, et tous pourraient très vite aller travailler où ils veulent.

Camarades titulaires, luttons contre l'exploitation des auxiliaires qui sont des travailleurs comme nous.

Titularisation des auxiliaires !

Camarades postiers, tous ensemble, exigeons la titularisation des auxiliaires, exigeons qu'aucun d'entre nous, même débutant, ne perçoive un salaire de misère, exigeons que tous les salaires soient supérieurs à 1.000 F, exigeons que les différences de salaire entre les grades soient atténuées, car que penser de l'auxiliaire qui travaille à 800 F par mois et le receveur ou chef de centre qui « supervise » son service (en passant quelques heures dans son bureau) pour 3.000 F et plus par mois ? (de plus ce dernier est logé sur place par l'administration, donc pas de loyer et pas de frais de transport).

Ces différences de salaire s'accroissent au fur et à mesure qu'augmentent les salaires en pourcentage. C'est là qu'il devient nécessaire et urgent de dénoncer « l'échelle mobile » ; en effet lorsque par exemple une augmentation de 4 % est accordée, un maigre salaire de 800 F n'augmente que de 32 F tandis qu'un salaire de 3.000 F augmente de 120 F.

Camarades postiers, réclamons le relèvement indiciaire des catégories les plus défavorisées plutôt que des augmentations en pourcentage... Faire la grève pour une augmentation en pourcentage c'est en fait faire la grève au profit des cadres supérieurs, qui ne la font jamais.

Camarades postiers, tous ensemble, titulaires et auxiliaires, pour réaliser l'unité, pour défendre nos revendications, combattre et enfin abattre le capitalisme d'Etat.

Vive la titularisation de tous les auxiliaires !

Vive l'unité à la base et dans l'action !

Un postier sympathisant H.-R. de Lyon.

(1) Par contre, si vous versez à votre propre compte « chèque postal vous ne payez plus de droits, ce qui est normal puisque vous placez de l'argent sans percevoir d'intérêt et que vous payez chaque année une taxe de tenue de compte de 5 F.

PROFIT POUR LES TRUSTS SUR LE DOS DES CHEMINOTS

LE DÉMANTÈLEMENT DE LA S.N.C.F.



Nous n'insisterons jamais assez, devant le silence complice de tous les appareils syndicaux, sur les conséquences désastreuses du plan des monopoles pour le démantèlement de la S.N.C.F. qui porte préjudice à la fois aux intérêts professionnels et sociaux des cheminots et à ceux des populations laborieuses menacées par l'asphyxie économique et sociale de régions entières victimes d'un dépérissement organisé.

Les cheminots et les autres travailleurs doivent-ils se laisser faire sans réagir ? Si nous ne pouvons plus compter sur les syndicats intégrés et parties prenantes dans la politique réactionnaire de l'Etat monopoliste, pour organiser la lutte populaire contre le plan de démantèlement de la S.N.C.F., nous devons nous-mêmes nous réorganiser et former des Comités de Base cheminots, en liaison étroite avec des Comités Populaires de Front Uni Révolutionnaire anti-monopoliste et anti-impérialiste qui uniraient, pour l'action commune, les différentes couches sociales ayant intérêt à la lutte, sous la direction de la classe ouvrière réorganisée.

Les licenciements prétendus consécutifs à la modernisation : un fléau social engendré par le capitalisme.

Il faut dénoncer le plan de démantèlement de la S.N.C.F. et montrer qu'il représente un véritable fléau social, sans oublier que ce plan criminel tire ses origines d'une politique capitaliste déjà ancienne :

— En mai 1938, il y avait 521.000 cheminots ;

— Au 1-1-70, il en restait à peine 310.000, pour une production totale supérieure et des salaires proportionnellement plus bas. Ainsi, en trente ans les effectifs ont diminué de 210.000 soit 40 % pour une production globale supérieure. Le pouvoir d'achat des cheminots et leurs avantages sociaux n'ont pas subi une progression de 40 %. Le pourcentage des dépenses du personnel par rapport aux dépenses d'exploitation baisse continuellement. Les profits S.N.C.F., en dépit d'un faux déficit, sont de plus en plus exorbitants ;

— A la fin de 1970 nous ne serons, sans doute, que 300.000 cheminots, soit 20.000 de moins qu'au moment de la signature de l'Accord-Cadre le 11-7-68 par tous les syndicats, Accord-Cadre qui a rationalisé, accéléré les compressions d'effectifs, les mutations, les détachements arbitraires, en un mot, la déportation du travail ;

— D'ici à 1974, les effectifs doivent tomber à moins de 270.000, soit 40.000 cheminots de moins en quatre ans seulement, dont 6 à 7.000 administratifs, rien que pour la région parisienne.

CES MESURES DE COMPRESSION DU PERSONNEL S'ACCOMPAGNERONT D'UN ACCROISSEMENT DES RENDEMENTS, DE LA PRODUCTIVITE ET D'UNE BAISSSE DU POUVOIR D'ACHAT DES CHEMINOTS.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'Etat monopoliste a décidé la destruction du réseau ferroviaire, outil de travail de centaines de milliers de cheminots et facteur de développement économique des régions rurales, au profit des zones industrielles concentrées placées directement sous

la coupe réglée des puissantes sociétés monopolistes.

— Dès avant la guerre 1939-45 : 8.964 km de lignes ont été fermées ;

— De 1945 au 1-4-68 : 4.511 km de lignes fermées à la circulation.

MAIS D'ICI A 1972 : le gouvernement des monopoles (pour la « société du bonheur » de Chaban-Delemas) et les technocrates garde-chiourme de la direction S.N.C.F., ont décidé :

— la suppression de 10.000 km de lignes de desserte omnibus-voyageurs sur les 29.000 qui restent.

D'ICI A 1975 : la suppression d'une deuxième tranche de 10.000 km a été décidée entre 1972 et 1975.

Ainsi, à cette date, il ne resterait bientôt plus que 9.000 km de desserte omnibus-voyageurs lesquels ne tarderont pas à être remis en cause également.

— Sur le plan marchandises, une première tranche de 5.000 km sera supprimée avant 1975.

L'omnibus du pauvre supprimé... Le super-rapide de luxe créé pour les riches...

— 5.000.000 de km de parcours annuels de trains express et directs sont en cours de suppression. Seuls les trains de luxe en concurrence avec l'avion, comme « Le Capitole », ou l'aérotrain, au bénéfice de clientèle privilégiée sont en voie de développement, et inabordable à la bourse des travailleurs.

Combien ces suppressions de trains entraîneront-elles de suppressions de roulants (agents de trains et agents de conduite), d'agents de gare, d'agents d'entretien de la voie, d'agents d'entretien du matériel moteur et remorqué ? des dizaines de milliers ! il s'en suivra des milliers de mutations d'une résidence à l'autre, d'un service à l'autre, d'une filière à l'autre, des carrières compromises, brisées, des séparations d'agents de leurs familles car on ne pourra les reloger de suite, de drames familiaux de toutes sortes ?

Ces suppressions d'emplois par suppression des lignes dites « non rentables », en fait avec un « profit jugé insuffisant », s'ajouteront à celles obtenues par l'accroissement de la productivité, de « la modernisation », du « progrès », par la réforme des structures (création des mini-régions, et décentralisation administrative).

La S.N.C.F., société « nationale » : une bonne affaire pour les capitalistes...

S'y ajouteront également les milliers de suppressions d'emplois par suite de la remise d'une grande partie des travaux S.N.C.F. à des entreprises de l'industrie privée :

— Le service voyageurs et de marchandises sur les lignes supprimées sera remis à des compagnies privées de transport routier à qui la S.N.C.F. garantira un bénéfice minimum, allant jusqu'à subvention. Le statut du per-

sonnel sera moins avantageux que celui actuel du personnel S.N.C.F. La S.N.C.F. invite ses cheminots à se reconverter dans ces sociétés sous condition qu'ils acceptent la réglementation inhumaine du travail des transporteurs routiers (14 heures d'amplitude par exemple). Ces agents routiers par rapport aux cheminots ont des avantages moindres (réglementation du travail, salaires, congés, caisse des retraites et maladie). A noter que leurs avantages, les cheminots les ont conquis de haute lutte, lorsqu'ils avaient la C.G.T.-U. ou la C.G.T. de lutte de classes.

... et une fois de plus sur le dos des travailleurs immigrés comme aux dépens des cheminots eux-mêmes.

— 80 % des opérations de nettoyage du matériel voyageurs et l'entretien de la voie ont déjà été remis à l'industrie privée qui emploie une main-d'œuvre immigrée surexploitée et sans organisation de défense, car bien que travaillant dans les emprises de la S.N.C.F., aucun des syndicats cheminots ne leur a ouvert ses portes.

L'intervention de l'industrie privée dans les emprises de la S.N.C.F. se traduit par l'intervention de 8.000 personnes dont 5.000 au nettoyage. Pourquoi ne pas donner à ce personnel le statut des cheminots sinon par le seul intérêt du profit capitaliste ?

En 1968, sur un total de 39,2 millions d'heures passées à la réparation du matériel moteur et remorqué, 6,4 millions ont été confiées à l'industrie privée. Or, avec la diminution du personnel S.N.C.F., les heures du personnel S.N.C.F. se rapprochent de 25 millions alors que les heures à l'industrie privée augmentent. Pourquoi ne pas laisser tout le travail ferroviaire aux cheminots ? Il n'est pas admissible qu'on détache, qu'on mute des agents sous prétexte qu'il n'y a pas de travail à leur donner, alors qu'on donne pour 7 millions d'heures de travail à des entreprises capitalistes privées, où le personnel est plus exploité que les cheminots. Donnons le statut du cheminot aux travailleurs des industries privées travaillant pour le compte de la S.N.C.F.

— Signalons pour mémoire que les études pour ouvrages d'art, autour de Paris, à concurrence de 220.000.000 AF de 1964 à 1968 ont été confiées à des bureaux d'étude privés.

Les réformes de structures, la concentration du personnel dans ses établissements modernisés et spécialisés vont entraîner d'ici 1975 :

— La fermeture de 17 ateliers VB sur 29 ;

— Le nombre d'entretien et postes d'entretien déjà en diminution depuis plusieurs années passera de 456 à 333 ;

— Il ne restera plus que 8 grands ateliers du matériel ;

— La fin de la « vapeur » ayant entraîné la fermeture de 35 établissements traction, 178 dépôts seront transformés en dépôts « mouvements », c'est-à-dire comme résidences d'agents de conduite seulement avec la suppression de l'entretien du matériel roulant. Sur ces 178 dépôts, seulement 37 conserveront jusqu'en 1975 un atelier spécialisé, à grand rendement, pour l'entretien des engins moteurs. Après 1975..?

— Deux grands ateliers du matériel moteur sur 12 sont condamnés pour la même date ;

— 8 magasins généraux sur 16 seront également supprimés.

Pour tous les établissements maintenus, la S.N.C.F. n'a pas manqué de préciser que ceux qui auraient « cette chance » pourraient voir par suite de « la modernisation » une réduction de leurs effectifs intervenir tout de même.

Cheminots ! propagez ces vérités et préparons les luttes révolutionnaires !

Camarades cheminots, nous n'avons pas cherché à noircir le tableau avec ces chiffres. C'est le tableau de la noire vérité. Tous ces chiffres ont été pris dans deux documents officiels :

a) Un document émanant du ministère des Transports que tout le monde peut se procurer pour 9 F à la Documentation Française, 29, quai Voltaire, Paris-7^e. (150 pages).

b) Un document S.N.C.F., dans la plupart des établissements (rien de confidentiel), et de toute façon en possession de tous les syndicats : « *Compte-rendu des réunions dites de la « table ronde » au sein de la Commission du statut* », donc en présence des plus hautes instances syndicales à qui ces chiffres ont été communiqués par M. Roger Guibert en personne, Directeur général de la S.N.C.F. (110 pages).

Camarades cheminots, devant ces résultats, devant le silence salarié des organisations syndicales, nous sommes fixés sur la complicité des dirigeants syndicaux, sur leur intégration à l'Etat monopoliste. Ils ne font rien pour organiser la lutte nationale des cheminots, la riposte violente, de masse, et foudroyante de tous les cheminots tous ensemble qui seule pourrait mettre en échec ce plan réactionnaire des monopoles. Mais tous les syndicats ont préféré signer l'accord-cadre du 11-7-1968 et récupérer les centaines de millions qui leur ont été accordés en échange par la S.N.C.F. La discussion des tables rondes, les conférences de Grenelle, de Tilsitt, les commissions Toutée, Grégoire, et Tartempion démontrent comme le disent si bien nos camarades italiens (H.-R. n° 58) que « le patronat et ses laquais ont fait leur nid dans les centrales syndicales et les partis révisionnistes ». Abandonnons nos illusions sur les Séguy-Massabieaux-Argalon et Cie et préparons-nous à la lutte !

Camarades, il faut faire connaître ces choses à tous les cheminots, des luttes de classe violentes jailliront inévitablement de la corporation des cheminots au cours des prochaines années, au cours des prochains mois. Les appareils syndicaux de trahison ne pourront ni impulser les luttes, ni les diriger. Afin que ces luttes inévitables n'aient pas un caractère spontané, inorganisé débouchant sur les récupérations des syndicats, donc sur des victoires patronales, il faut dès maintenant, créer des comités de base, les mettre en liaison les uns avec les autres. Pour cela un instrument existe maintenant avec le Comité d'Initiative né de la première Conférence des cheminots. Dès maintenant, préparons la deuxième Conférence du 21 juin, que les cheminots désirant s'organiser y viennent nombreux !

Le Comité d'Initiative National Cheminots

pour la création et la coordination des Comités de Base.

AUX CHEMINOTS !

UNE DEUXIEME CONFERENCE NATIONALE DES CHEMINOTS SERA ORGANISEE A PARIS LE DIMANCHE 21 JUIN 1970, A L'APPEL DU COMITE D'INITIATIVE NATIONAL CHEMINOT, POUR LA CREATION ET LA COORDINATION DES COMITES DE BASE, NE DE LA PREMIERE CONFERENCE DU 7 FEVRIER 1970, SOUS L'EGIDE DU JOURNAL « FRONT-UNI ».

Pour toute demande de contact préalable, s'adresser soit à F.U. ou H.R. qui transmettront au Comité d'Initiative, lequel donnera le moment venu les lieux de réunions et coordonnées. Dès maintenant, retenir les congés nécessaires.

Le Comité d'Initiative National Cheminot.

CHINE 70, TRIOMPHE DE LA PENSÉE MAOTSETOUNG



Le président Mao à YENAN, devant une grotte où il habitait.

COMPTER SUR SES PROPRES FORCES

Yénan : ville du Nord enserrée par de hautes montagnes, à quelques 500 kilomètres de Pékin ; incomparable musée de la révolution chinoise. Les collines de loess jaune y sont trouées de mille grottes, autant d'abris pour les combattants révolutionnaires. En janvier 1937, le Président Mao et les dirigeants de la révolution chinoise se sont installés dans celles de la colline du Phoenix. Au champ des jujubiers, le Président Mao a prononcé « Servir le Peuple » pour la mort de Tchong Seteh. Devant une grotte, interviewé par Anna-Louise Strong, il a énoncé pour la première fois la thèse fondamentale « tous les réactionnaires sont des tigres en papier » ; dans une autre, il a écrit « De la pratique », « De la contradiction », « De la guerre prolongée ». Nous allons d'une grotte à l'autre... Il fait très froid. Malgré les vêtements ouatés que les camarades nous ont donnés, nous sommes « gelés » ! La camarade, propagandiste de la pensée-maotsetoung, qui nous fait visiter le « Musée de la révolution » frotte ses doigts rougis ; de temps à autre, simplement. Comme ses aînés révolutionnaires, elle méprise le froid clinglant. Nous le sentons, elle est animée de l'esprit « ne craindre ni les épreuves ni la mort ». C'est cet esprit que, au fil de la visite, Yénan nous enseigne. A quelques kilomètres de Yénan, à Nanyuan, un vieux combattant de la 359^e brigade a évoqué pour nous la vie héroïque des révolutionnaires chinois pendant la Guerre de Résistance contre le Japon. Il a 73 ans aujourd'hui et participe encore au travail productif ; il est plein d'un esprit révolutionnaire indomptable, d'une certitude profonde : « La pensée-maotsetoung est invincible », il a conclu ainsi son récit. Il n'y avait rien à ajouter...

Nankin : là encore, nous étions impatients ; nous nous pressions contre les hublots de l'avion pour apercevoir le pont, formidable ouvrage de la Chine d'aujourd'hui. Nous avions vu des photos, lu bien des récits de sa construction. Mais c'est après l'avoir vu étinceler de toutes ses lumières la nuit, après avoir parcouru ses quelques 7 kilomètres par chemin de fer, ses 4,5 km sur une route à quatre voies ; c'est après avoir entendu les ouvriers révolutionnaires qui ont combattu des mois durant, que nous avons compris que, là aussi, comme à Yénan, soufflait l'esprit de « compter sur ses propres forces et lutter avec endurance ».

Yénan, Nanyuan, une image du passé. Nankin, une image du présent. Deux exemples brillants de l'application du principe fondamental de la pensée-maotsetoung : « compter sur ses propres forces ».

« Sur quelle base notre politique doit-elle

reposer ? Sur notre propre force : c'est ce qui s'appelle compter sur ses propres forces ».

Principe dicté par une Chine « isolée et coupée du monde », clament les impérialistes yankees ! Principe volontariste voué à l'échec, ajoutent leurs amis et « prophètes » révisionnistes ! Et de s'étonner quand le premier satellite chinois égrène les notes de « L'Orient Rouge » aux peuples du monde enthousiasmés ! Si le dépit et la crainte de tous les réactionnaires n'étaient pas si grands, ne crieraient-ils pas au miracle en guise d'explication ?

Pour nous qui avons sillonné la Chine socialiste durant plusieurs semaines, il n'y a pas de miracle. Car la Chine 1970, c'est l'application victorieuse du principe universel « compter sur ses propres forces ».

« UNE LONGUE MARCHÉ DE 10.000 LIS »

Nanyuan, au début des années 40, est un coin perdu au milieu de montagnes désertes. Rien n'y pousse sinon... des pierres et les mauvaises herbes ! La brigade 359 s'y installe, promue à une double tâche :

— combattre les envahisseurs japonais sur les avant-postes du front ;

— briser le blocus économique organisé par le Kuomintang et répondre du tac au tac à ses provocations armées.

Les soldats répondent à l'appel du Président Mao pour le « mouvement pour la production » (1).

« Nous avons pour tout bagage des armes, des céréales... et la volonté de mettre la pensée-maotsetoung au poste de commandement » ajoute le vieux combattant. **Trois ans plus tard**, les soldats couvrent leurs besoins en vêtements et en nourriture ; le désert est transformé en rizière ; 270.000 mous de terres ont été défrichés (1 mou = 1/15^e ha) ; 8.000 moutons et 10.000 bœufs paissent au flanc des collines. Les soldats fournissent des produits agricoles au gouvernement révolutionnaire de Yénan. Parallèlement, ils ont livré combat et brisé le blocus militaire des ennemis.

Le vieux combattant de la 359^e brigade nous explique :

« Nous n'avions pas de chaussures. Avec de l'herbe nous faisons de la corde et des chaussures en paille... Nous n'avions pas d'instruments aratoires ; nous avons fondu des débris de fer pour en fabriquer... Nous avons construit des abris en creusant des grottes ; des camarades qui connaissaient le travail du bois ont fait des portes et des fenêtres avec du bois acheté à Yénan... Pas de papier pour écrire : nous apprenions à écrire en traçant les caractères sur le sable avec une branche en bois... »

En mars 1949, alors que la victoire était presque acquise au peuple chinois, le Président Mao a fait remarquer :

« La révolution chinoise est une grande révolution, mais après sa victoire, la route à parcourir



Echange d'expériences de jeunes révolutionnaires actifs dans l'étude et l'application des œuvres du président Mao, à YENAN.

COMMUNISTES ET PEUPLE CHINOIS MODÈLES DE MODESTIE, SIMPLICITÉ, ENDURANCE ET PERSÉVÉRANCE

sera bien plus longue, notre tâche plus grandiose et plus ardue ».

Pour les constructeurs du pont de Nankin, la tâche était difficile. Enjamber le Yangtse sur son cours inférieur n'était pas chose aisée : le fleuve est très large, son cours tumultueux, ses eaux profondes et le soubassement géologique fort complexe ; parfois de gigantesques typhons remontent le cours. « Aucun pont ne peut être construit à Nankin » avaient déclaré docement les impérialistes yankees avant 1949 ! Et pourtant, depuis 1968 le pont gigantesque relie les deux rives du grand fleuve, supplantant le bac qui mettait deux heures pour passer trains, véhicules et passagers ! Aucun expert étranger n'a apporté son secours, aucun matériau n'a été importé. **Appliquant le principe « Indépendance, autonomie, compter sur ses propres forces », les ouvriers chinois, fidèles à l'enseignement de leurs aînés, ont suivi une voie jamais empruntée !**

« LUTTER AVEC ENDURANCE »

Écoutons le vieux soldat de la brigade 359 : « La première année surtout fut difficile pour nous. Au début, la pluie a pénétré dans nos huttes et nos couvertures étaient mouillées. Pas de légumes ; des céleris sauvages accompagnaient le millet. Un tronc d'arbre nous servait de cuvette pour la toilette. Nous n'avions que des haches pour défricher le sol. Les conditions étaient difficiles, mais cela était peu de chose. Nous avions une idée en tête : couvrir nos besoins par nos propres forces. Pour combattre, nous possédions des grenades, des faucilles et des haches ; nous avons arraché armes et munitions à l'ennemi... **Armés de la pensée-maotsetoung, nous pouvons surmonter toutes les difficultés...** »

Voilà comment nous a parlé ce combattant indomptable... Aujourd'hui encore, il poursuit avec acharnement la lutte : « **C'est pour l'émancipation de tous les peuples opprimés du monde** nous a-t-il dit. Une grande chaleur nous a empli le cœur ; sachons nous mettre à son école et combattre infatigablement !

« **Nous devons débarrasser complètement nos cadres de l'idée que nous pourrions remporter des victoires faciles grâce à des hasards heureux, sans avoir à lutter durement et à les payer de notre sueur et de notre sang.** »

Mao Tsé-toung, tome IV, Œuvres Choiesies.

Partout, dans la Chine rouge d'aujourd'hui, souffle cet esprit de « lutter avec endurance », fondement idéologique indissociable du principe « compter sur ses propres forces ». Le 8 mai 1968, le Président Mao reçoit les ouvriers du chemin de fer du pont de Nankin. C'est un grand encouragement pour tous les constructeurs du pont ; ils décident de le finir avant le terme prévu. On travaille de jour comme de nuit ; les ouvriers mangent et dorment sur place. Les comités révolutionnaires des villes et des provinces voisines se mobilisent pour réaliser cette tâche. Le 21 septembre, un groupe de Gardes Rouges fait 10 kilomètres à pied pour participer à la construction du pont. Il arrive à 11 heures du soir !

— « Pourquoi êtes-vous venus si tard ?

— « Nous partons dans quelques jours pour la Mongolie Intérieure... Nous voulons apporter notre contribution avant de partir... »

Plus de neuf mois prévus pour la construction des quatre piles de tête ; elles seront construites... en 28 jours ! Un vieil ouvrier y a travaillé plus de 50 heures d'affilée ; les camarades du Comité du Parti lui demandent de se reposer ; il faut le retirer de force ; ému aux larmes, il explique :

« **Nous ouvriers, nous sommes maîtres du pays ; nous ne sommes plus considérés comme une mauvaise herbe mais comme un trésor... Nous devons accomplir notre tâche...** »

« **PERSEVERER DANS UN STYLE DE VIE SIMPLE ET DE LUTTE ARDUE** »

La victoire de la révolution ne signifie ni le relâchement, ni la présomption. Que les camarades « **persévèrent dans un style de vie simple et de lutte ardue** » indique le Président Mao en 1949. Au cours de la Révolution Culturelle, cet enseignement, fer de lance contre les pratiques arrivistes inculquées par les émules de Liou Chao-chi, a été approfondi ; les combattants révolutionnaires en ont fait une arme acérée pour la rééducation des cadres du Parti et de l'Etat. A « l'Ecole des Cadres du 7 mai », près de Yénan, nous l'avons mieux compris. Là, des cadres venus des quatre coins de la Chine vivent « comme au temps de Yénan » ; ils défrichent et cultivent la terre, subviennent à leurs besoins. Certains vivent dans des grottes. Nous avons vu l'une d'entre elles ; au centre, une murette creusée où brûle un foyer ; « c'est notre chauffage central local » nous ont-ils dit en riant ! Car un style de vie simple n'exclut pas la bonne humeur ; au contraire !

A la crèche de l'usine de filature de soie, dans la banlieue de Canton, le même souci nous a frappés. Quand un enfant laisse tomber quelques grains de riz par terre, on lui explique que le « riz est cultivé par les « oncles » paysans, à la campagne, que ses oncles travaillent dur et qu'il ne faut pas gaspiller ce qui est acquis si durement... »

Pour les ouvriers, paysans et soldats chinois, comme pour leurs dirigeants, c'est ce même style de vie simple. Depuis toujours. Il suffit d'évoquer la vie du Président Mao à Yénan dans une grotte meublée d'un « kang » et d'un simple bureau. Une petite anecdote encore, car elle est éloquent. En 1945, les camarades Chou En-laï, Tong Pi-wou (2) et Teng Ying-tchao (3) sont délégués par le Parti pour les négociations de Nankin — (elles font suite aux négociations avec le Kuomintang entamées à Tchongking) — A cette occasion, le Parti leur donne des couvertures. En 1960, une exposition est organisée à Nankin pour rappeler les négociations ; les organisateurs demandent aux camarades s'il est possible de retrouver « ces couvertures célèbres » ! Le problème est facilement résolu : **ils les utilisaient toujours !**

« FAISONS TABLE RASE DES VIEUX MYTHES, LIBERONS NOTRE ESPRIT ! »

Hou Pao-ling, scaphandrier d'élite dans la construction du pont de Nankin, nous a expliqué : « **La construction du pont a été une lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme... Nous, ouvriers constructeurs, l'avons menée en comptant sur nos propres forces.** »

Une autorité technique soviétique avait prédit que la construction sous l'eau ne tiendrait pas. Surtout, les émules de Liou Chao-chi multipliaient les tergiversations, les obstacles et les sabotages. Le fond est à 30 mètres mais il fallait descendre à 70 mètres dans la vase et le sable pour enraciner solidement le pont. D'ordinaire, un scaphandrier muni de simples appareils ne peut pas dépasser une profondeur de 40 mètres : c'est la « côte d'alerte ». Les « autorités techniques » disaient aux ouvriers : « Si vous descendez plus bas, vous serez écrasés comme une galette... Jamais, ni en Chine ni à l'étranger, un scaphandrier n'est descendu plus bas. » — Réunis entre quatre murs, ils s'affairaient pour construire une caisse d'acier pour le travail en profondeur — Trois mois passèrent : rien n'était fait encore !

Les ouvriers ne se sont pas laissés intimider par tant de « science » ! Ils ont dit : « Vous avez les stéréotypes de l'étranger ; nous, ouvriers révolutionnaires, possédons « De la Pratique » du Pré-

sident Mao. Nous allons frayer de nouvelles voies et tenter de descendre jusqu'aux fondations du pont ». Hou Pao-ling est descendu le premier. Il nous raconte :

« Après la « ligne d'alerte », je suis descendu par paliers de 3 mètres ; je respirais difficilement ; j'avais mal à la tête. J'ai pensé : « **Notre armée va toujours de l'avant, intrépide...** ». Et je suis descendu plus profondément encore... »

Après six mois de durs exercices, Hou Pao-ling et ses camarades réussirent à acquérir d'utiles enseignements pour la construction sous l'eau et exécutèrent l'oxycoupage, la soudure électrique, l'installation des câbles...

Hou Pao-ling et ses camarades ont osé penser ce que les impérialistes et les révisionnistes n'osaient penser ; ils ont osé faire ce que les réactionnaires n'osaient faire. Chaque phase de construction a été l'objet de luttes semblables : pour faire de l'acier faiblement allié, pour couler du béton en eau profonde, pour produire des poutres de longue portée en béton précontraint, les ouvriers ont dû combattre la « ligne des experts » qui mettaient la technique au premier plan et proclamaient à qui mieux mieux « construire sans le concours d'experts et de matériaux étrangers n'a pas de sens ! » — **Ils ont fait la démonstration victorieuse que, guidés par la pensée-maotsetoung, animés d'une haute conscience prolétarienne, nous pouvons frayer le chemin en comptant sur nos propres forces.**

ORGANISONS NOS FORCES !

Un ouvrier qui a participé à la construction des piles du pont nous a dit :

« On a critiqué à fond la philosophie de servilité devant l'étranger ; et nous nous sommes dits : **Faisons fonctionner nos cerveaux** pour trouver des moyens ! »

L'enthousiasme révolutionnaire, l'esprit de « lutter avec endurance » ne suffit pas : il faut procéder scientifiquement. Pour finir les piles en 28 jours, des équipes d'ouvriers se sont préoccupées de rationaliser le travail ; elles ont inventé de nouvelles méthodes.

« Un jour nous étions plus de 50.000 à travailler pour terminer le pont, ouvriers, Gardes Rouges, commandants et combattants de l'A.P.L. Nous avions organisé nos forces ; le travail avançait vite... »

Dans bien des endroits de Chine, nous l'avons remarqué ; à Wouhan, des milliers d'hommes et de femmes creusaient le lit du fleuve ; leur grand nombre était impressionnant ; mais bien plus encore, leur **organisation** qui rendait pleinement efficace leur enthousiasme révolutionnaire.

De la même façon, les scaphandriers du pont de Nankin n'ont pas foncé tête baissée à plus de 40 mètres sous l'eau. Ils ont étudié la théorie de la transformation et de la diminution de la pression dans les grandes profondeurs. Des camarades du corps médical ont suivi et guidé leurs expériences. Ils ont procédé pas à pas, tirant à chaque fois les leçons de leurs plongées ; et cela durant six mois. Ils ont accumulé une riche expérience et apporté une remarquable contribution dans le domaine du travail en grande profondeur.



A gauche WANG CHAO-CHU, ouvrier d'avant-garde, dans la construction du pont de NANKIN.

A L'ECOLE DE YUKONG

Nankin, Nanyuan nous l'ont montré : le principe « compter sur ses propres forces » n'est ni « une doctrine de nécessité absolue », ni « un volontarisme forcené ». C'est l'affirmation fondée et réfléchie de la puissance créatrice illimitée des masses. Partout dans la Chine de 1970, ouvriers et paysans, combattants de l'A.P.L., Gardes Rouges et intellectuels révolutionnaires appliquent ce principe avec ardeur. Au cœur de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, ils ont éprouvé sa justesse et sa force, qu'avaient éprouvés avant eux leurs aînés révolutionnaires. Aujourd'hui, ils s'en emparent résolument et le transforment en une force matérielle capable de balayer tous les obstacles. A l'école de Yukong (4).

Là, nous avons saisi la profondeur de l'internationalisme du peuple et du Parti Chinois : nous enseignons par l'exemple l'un des principes fondamentaux de la pensée-maotsetoung :

« **COMPTER SUR SES PROPRES FORCES ET LUTTER AVEC ENDURANCE.** »

(1) Pour les régions libérées, 1941 et 1942 furent les années les plus dures de la Guerre de Résistance contre le Japon. Les attaques sauvages

(2) Tong Pi-wou, seul membre actuel du Parti Communiste Chinois, avec le Président Mao bien sûr, à avoir participé au Congrès de Fondation du Parti ; actuellement âgé de plus de 85 ans et membre du Bureau Politique du Comité Central.

(3) Teng Ying-tchao, actuellement membre du Comité Central — femme du camarade Chou En-laï.

(4) Se reporter à l'ouvrage célèbre du Président Mao : « Comment Yukong déplaça les montagnes ».

(à suivre)



LE CONGRÈS du S.N.E. - Sup. "DIFFICILE" pour les RÉVISIONNISTES

Le congrès du S.N.E.-Sup. s'est tenu les 14, 15 et 16 mai. C'était le premier congrès depuis la reprise de la direction du syndicat par les révisionnistes en mars 1969. Il était important de voir si la bourgeoisie, par l'intermédiaire de ses fidèles serviteurs du syndicat avait réussi à reprendre la situation en mains en ce qui concerne les enseignants. Rappelons que tout au long de cette année universitaire, de nombreux enseignants, à chaque fois en liaison avec les étudiants, se sont opposés à la politique du gouvernement : grèves dans les facultés de lettres, de médecine, mise en échec de la participation, avec comme constante lutte contre la répression. Ces fameux conseils de participation ont voulu se charger d'épurer les facultés des éléments révolutionnaires (d'autant qu'un grand nombre d'enseignants — d'assistants et non des professeurs évidemment — ne sont pas titulaires) ; et nous avons assisté à une chose qui a ouvert les yeux à beaucoup : c'est le secrétaire général du syndicat lui-même, qui a défini les actions qui pouvaient être considérées comme fautes de services ! Ce que le Conseil transitoire de Dauphiné s'est empressé de reprendre à son compte. Sur la répression, rappelons que c'est la direction du S.N.E.-Sup. qui a demandé la première, l'interdiction des groupes armés « fascistes de gauche ou de droite ».

Comme rapport d'activité, par contre la direction nous a énuméré toute une série de lettres envoyées au ministre, de pétitions, de déclarations et aussi une grève de 48 h — juste avant le congrès pour ne pas se présenter les mains vides — mais pour l'augmentation des heures supplémentaires (alors que depuis toujours le syndicat est contre les heures supplémentaires par principe) et l'augmentation des salaires dans la période où le gouvernement faisait voter la loi contre les « casseurs » ! Cette contradiction, ce décalage entre la direction du S.N.E.-Sup. et la lutte des enseignants progressistes expliquent que ce rapport d'activité n'a été approuvé que par 51 % des voix (et depuis mars 69, beaucoup d'éléments réactionnaires ont été syndiqués, les révisionnistes leur présentant un syndicat « digne et responsable »).

Voyons du côté de la minorité : qu'a-t-elle fait dans cette période ? Dans chaque ville universitaire, des actions ont été menées sur des problèmes précis. Mais est-ce que ces actions ont atteint l'ampleur possible ? La coordination à l'échelle des différentes universités a-t-elle été assurée ? Non et il faut voir pourquoi, pour surmonter ces insuffisances, de plus ils ne recherchent pas ou n'arrivent pas à trouver le lien avec la classe ouvrière.

Elles sont de deux sortes :

1° D'abord le manque d'unité au sein de cette minorité, beaucoup de courants la traversent. Mais nous devons souligner un point positif : une première clarification s'est faite : la ligne développée par les trotskystes du C.A.O.-A.J.S. (trotskystes-lambertistes animés par Broué au S.N.E.-Sup.) a été démasquée comme réformiste, dans le fond, rien ne les sépare du P.« C. » F. Ils considèrent eux aussi que le S.N.E.-Sup. doit être le grand syndicat de tous les enseignants du supérieur, qui doit défendre les intérêts matériels et moraux des enseignants (de celui qui gagne 1.500 F par mois à celui qui en gagne 10.000 F). Ils considèrent eux aussi l'Université comme étant au-dessus des classes. C'est là, la ligne du Front Unique Ouvrier de la F.E.N. On se demande ce que peut signifier ce Front pour des enseignants qui ne sont pas des ouvriers. Au S.N.E.-Sup., le F.U.O. ne représente que 5 % des voix. Leur attitude vis-à-vis de la lutte des peuples d'Indochine a été aussi pour beaucoup, très édifiante : abstention sur une motion de solidarité, retus ostensible d'applaudir le représentant du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire du Sud-Vietnam.

La minorité a compris qu'il ne pourrait y avoir unité organisationnelle avec le F.U.O. ; le F.U.O. ne fait plus partie de ce qu'on appelle la minorité du S.N.E.-Sup. Cela ne veut pas dire que l'unité existe au sein de la minorité. Un certain nombre d'enseignants, qui tout en ayant été très actifs durant le mouvement de Mai, appliquent à peu près ce principe : dans une situation révolutionnaire, agissons en révolutionnaires, dans une situation non révolutionnaire, agissons en réformistes. Devons-nous condamner ces militants ? Non. Ils ont montré en mai 68 dans quel camp ils se rangeaient. Mais nous ne devons pas nous faire d'illusions : ce sont des progressistes avec beaucoup d'illusions réformistes propres à leur situation de classe. Nous en gagnons un certain nombre au fur et à mesure que nous serons capables de diriger des mouvements amples. Par contre une autre partie condamne sans ambiguïté la participation et cherche à définir une ligne révolutionnaire pour guider leurs actions dans le milieu universitaire. Mais les insuffisances suivantes existent et c'est le deuxième point.

2° Ces militants sont des intellectuels révolutionnaires, mais situent leurs actions dans un milieu limité : l'Université. Tout en acceptant à des degrés divers la direction de la classe ouvrière, dans les faits, ils ne déterminent pas leur ligne tactique en fonction du front de lutte ouvrier, et de plus ils ne recherchent pas ou n'arrivent pas à trouver le lien avec la classe ouvrière.

Quant aux marxistes-léninistes, nous devons reconnaître qu'ils ne sont pas apparus à ce congrès comme une force organisée, et pourtant ils sont nombreux et impulsent les luttes dans les facultés. Nous devons surmonter cette insuffisance, car sur la base de cette situation objective favorable, en nous appuyant sur la Révolution Culturelle Chinoise, en montrant la révolutionnarisation de l'enseignement en Chine et en Albanie aussi, un grand nombre d'enseignants deviendront des amis de la Chine, auront une sympathie pour le marxisme-léninisme, puis s'armeront de la pensée-maotsetoung pour guider leurs actions. De plus, nous devons aider ces enseignants à rentrer en relation avec la classe ouvrière, à connaître les conditions de vie du peuple. Des discussions avec des ouvriers organisés dans des comités de base permettront à ces militants d'avoir une meilleure vue du travail

à faire dans le milieu universitaire, et aussi à l'extérieur de la faculté.

Mais ne perdons pas de vue aussi que tant que la classe ouvrière ne sera pas arrachée pour une bonne partie à l'influence révisionniste et organisée sur une ligne révolutionnaire, nous ne pourrions obtenir des succès décisifs dans l'organisation de ces intellectuels, car du fait de leur situation de classe, les idées spontanées et de recherche d'action d'éclat (du genre Gauche Proletarienne) ou trotskyste (du genre Ligue « Communiste » ou Ecole Emancipée) existent dans leur tête.

En conclusion la situation objective est favorable. Les révisionnistes conservent la majorité du S.N.E.-Sup., mais les militants révolutionnaires et progressistes sont suffisamment nombreux pour qu'à chaque fois, en liaison avec le mouvement étudiant, ils mènent des actions autonomes et sur cette base, l'unification se fera petit à petit. Un délégué M.-L. au congrès.

Communiqué du B.N. du Syndicat (F.E.N.) des Chercheurs Scientifiques

Le Bureau National du S.N.C.S. informé de la décision du gouvernement de dissoudre la « Gauche Proletarienne » au moment où deux des directeurs de leur journal « La Cause du peuple » passent en jugement et au moment où la loi scélérate est en discussion au Parlement élève la plus vive protestation contre cette mesure qui n'est autre que l'extension du décret du 12 juin 1968 portant dissolution des groupes révolutionnaires que le S.N.C.S. (avec la F.E.N., la C.F.D.T., l'U.N.E.F.) avait condamné en son temps ainsi que contre les condamnations de Le Dantec et Le Bris, qui préfigurent vraisemblablement une nouvelle campagne de répression politique contre les militants d'extrême-gauche.

En effet, sans partager la ligne d'action politique dans son analyse, sa stratégie et son application dans les modes d'intervention militants de la « Gauche Proletarienne », le B.N. du S.N.C.S., s'en tenant aux principes qui régissent en permanence l'action et l'appréciation d'un syndicat se référant à la charte d'Amiens :

— Combat toute mesure répressive de la part de l'Etat de la bourgeoisie contre des organisations et des militants révolutionnaires luttant pour l'instauration du socialisme qui est également l'objectif fondamental du syndicat.

— Est solidaire par delà les désaccords politiques contre la classe dirigeante de toutes les victimes de cette répression.

Se refusant à raisonner systématiquement dans le cadre de la légalité bourgeoise, bien que la pratique quotidienne d'un syndicat depuis que la grève a été légalisée s'y insère la plupart du temps, le B.N. du S.N.C.S. se refuse à condamner sous quelque prétexte que ce soit l'utilisation de la violence révolutionnaire contre la violence de l'exploitation et de l'oppression du capital. Il considère que la seule question qu'il puisse se poser à cet égard est celle de l'opportunité et de la forme qui doit revêtir l'exercice de cette violence révolutionnaire dans la lutte contre la violence quotidienne des exploités.

C'est sur la base de son analyse propre quant à cette opportunité et à cette forme qu'il déclare ne pas partager l'appréciation et la pratique de la « Gauche Proletarienne » mais en aucun cas sur la base des principes abstraits de non-violence ou de reconnaissance des formes légales actuelles de la dictature bourgeoise.

De plus, le B.N. estime qu'il ne saurait être question, dans le cadre de certains affrontements actuels, que les chercheurs puissent continuer normalement à travailler lorsque les forces de répression bouclent leurs lieux de travail ou s'attaquent à des militants réfugiés dans ces lieux ; ainsi demande-t-il aux sections concernées de procéder à des arrêts de travail dans ces cas et de tout mettre en œuvre pour assurer la protection des militants pourchassés.

Le 29-5-70.

NANCY : Encore un tract du groupe rouge de combat des travailleurs du Bâtiment

Qui alimente les caisses de la Sécurité Sociale ? Les bourgeois disent :

— les travailleurs versent 8 % de leur salaire ;

— Les patrons versent 70 % de taxes sur les salaires de leurs employés.

Examinons les faits d'un peu plus près :

Chaque mois, un ouvrier du bâtiment voit son salaire amputé de 80 F (et même 150 F et plus...) pour la Sécurité Sociale.

Il est bon de rappeler que 80 F correspondent, pour ce travailleur, à 20 heures de travail.

Donc, chaque mois, l'ouvrier doit effectuer, pour le compte de l'entreprise, à raison de 20 mètres d'enduit pour 10 heures : 40 mètres d'enduit. La valeur créée s'élève à : 324 F × 2 = 648 F.

Chaque mois, l'ouvrier laisse au patronat et à la bourgeoisie 648 F pour avoir le droit d'être remboursé à 60 % quand il tombe malade.

Le patronat, pour ces 2 jours de travail gratuit de son ouvrier, verse : 80 F × 70 % = 56 F de taxes.

Au bout de ces 2 jours, il met dans sa poche :

648 F — 80 F de retenue S.S. de l'ouvrier — 56 F de taxes = 512 F

D'un côté, l'ouvrier qui travaille 20 heures sans recevoir un centime ; de l'autre, le patron qui encaisse 512 F. Il n'y a qu'un nom pour ce genre d'opération :

VOL sous couvert de la santé du peuple !

Les patrons, les bourgeois, sont des voleurs. L'Etat bourgeois, instrument de leur dictature, légalise ces vols scélérats.

Les travailleurs doivent s'organiser sur des bases politiques claires et remettre en cause toutes les dupes de la bourgeoisie. (Ainsi, pour cet exemple : LES TRAVAILLEURS ALIMENTENT INTEGRALEMENT LES CAISSES DE LA SECURITE SOCIALE).

Les travailleurs n'ont rien à attendre d'un gouvernement bourgeois, aussi libéral soit-il !

Seul le SOCIALISME, sous la DICTATURE du PROLETARIAT, permettra la médecine gratuite (préventive, curative) !

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.



ENQUÊTES et RECHERCHES :

**SUR LES PAYSANS
DES MONTAGNES PYRENEENNES**

**II. — C'EST LE CAPITALISME QUI A CONDAMNÉ A MORT
L'AGRICULTURE DE MONTAGNE (Suite du Numéro 62)**

Mais revenons un instant sur le diagnostique de notre expert agronome de tout à l'heure. Avec toute sa science agronomique, ce grand savant serait bien en peine de nous expliquer pourquoi les mêmes terres parvenaient à nourrir un millier d'habitants au début du siècle, et ne peuvent plus faire vivre les quelque 50 survivants de 1970. Bien que fort peu versés en agronomie, nous allons tenter d'expliquer ce paradoxe.

Les experts agricoles, les pontes de la FNSEA et les Ministres-maquignons ont ceci de commun qu'ils sont plus ou moins directement au service de la bourgeoisie et de son aile marchante en milieu rural. Ils ont donc intérêt à faire croire que les difficultés que le développement du capitalisme dans l'agriculture crée aux paysans travailleurs, n'ont rien à voir avec la domination de tel mode de production particulier, mais qu'elles sont le contrecoup inévitable de la marche du progrès. (On sait que le CNJA est passé maître dans ce genre de baratin). Ils ont tout intérêt à masquer ce fait que les paysans pauvres en montagne comme ailleurs, sont les victimes de la fable du pot de terre et du pot de fer, que les ennemis, ce sont les paysans riches, la bourgeoisie rurale, bref, le capitalisme.

« Mais, direz-vous, nous avons visité votre village avec vous, et nous n'y avons pas rencontré un seul paysan riche. Alors ? » Justement, votre question nous met sur la bonne voie : ce n'est pas au village que le pot de terre se brisera contre le pot de fer, que le paysan de montagne se heurtera au paysan capitaliste ; c'est au marché ! Examinons les choses de plus près.

Prenons l'exemple d'un de nos ilageois. Il produit principalement du lait de vache, avec un tout petit troupeau. Qu'elle est la valeur du lait qu'il ira vendre sur le marché, en plaine ? Comme pour n'importe quel produit, la valeur de son lait est proportionnelle au travail qu'il a dû fournir pour produire ce lait, et pour le dédommager, il faut lui payer de quoi lui permettre de faire vivre sa famille jusqu'à ce qu'il ait produit à nouveau la même quantité de lait. Si son lait représente quinze jours de travail, il doit pouvoir faire vivre sa famille quinze jours avec l'argent empoché au marché. Si la même quantité de lait représente un mois de travail, il doit pouvoir entretenir les siens pendant un mois avec la somme qu'il aura encaissée. Et c'était bien ainsi que les choses se passaient pour son grand-père, quand le village comptait mille habitants. Les villageois venus vendre leur lait sur le marché y rencontraient d'autres paysans de montagne venus d'autres vallées. Tous se heurtaient plus ou moins aux mêmes obstacles nés des conditions naturelles, tous utilisaient des procédés de production plus ou moins identiques, tous devaient travailler pendant une durée de temps plus ou moins égale, pour produire une quantité donnée de lait. Et leur travail était, grosso modo, rémunéré à sa valeur.

Mais les choses ne se passent plus ainsi de nos jours. Pourquoi ? Parce que les rapports de production capitalistes se sont progressivement emparés de l'agriculture. Aujourd'hui, notre producteur de lait ne rencontrera plus seulement sur le marché ses collègues des autres vallées, il devra compter aussi avec les gros éleveurs normands, avec M. Jean Gabin, par exemple.

Or, le lait produit par les vaches de Jean Gabin représente, à quantités égales, une durée de travail bien moins grande que le lait produit par notre éleveur de montagne. Et cela, parce que ce dernier est doublement défavorisé par rapport à Jean Gabin : en tant que petit paysan et en tant que montagnard. En tant que petit paysan : Jean Gabin peut doter ses étables d'installations modernes, élever considérablement le rendement par bête ; lui n'a pas les moyens d'amortir les investissements que cela représente. Et il sait par expérience que le Crédit Agricole se soucie fort peu de l'aider, lui et ses pareils. En tant que paysan de montagne : il doit consacrer un travail supplémentaire du fait du climat, de la pente et de la qualité des sols. Il doit supporter par ailleurs des frais élevés pour l'entretien des routes, qu'il paye sous la forme d'impôts locaux, d'autant plus lourds que la population diminue et que chacun doit, par conséquent, en supporter une plus grosse part. Et pour couronner le tout, la route ne va pas jusqu'à sa ferme : imaginez le travail supplémentaire que représente la nécessité de descendre son lait à dos de mulet ! Et ne croyez pas que sa ferme soit perchée sur un pic inaccessible : non, elle est sur un mamelon, un peu au-dessus du village mais les Ponts et Chaussées n'ont pas voulu faire la route, parce que cela représentait « bien de l'argent de perdu » pour cinq malheureuses fermes ! Il y a tant à faire, n'est-ce pas, pour construire des routes « touristiques » en très haute montagne pour mener aux nouvelles stations de ski. Ça, ce sont des investissements qui rapportent, même s'ils ne font vivre que la dizaine de personnes nécessaires au fonctionnement du téléski ! Mais cinq cents mètres de route pour cinq fermes, alors que de toutes façons, le village est condamné à mort ! autant donner un petit coup de pouce, n'est-ce pas ? Le lecteur comprendra que ce sont là des problèmes qui n'ont jamais troublé le sommeil de Jean Gabin, ni de ses vaches !

Nous voici donc sur le marché : notre éleveur de montagne vient vendre ses mille litres de lait. Jean Gabin, ou n'importe quel paysan capitaliste de Normandie ou d'ailleurs, vient aussi avec ses mille litres de lait. Mais ses mille litres de lait lui ont coûté — à lui ou à la main-d'œuvre qu'il emploie — trois, quatre ou cinq fois moins de travail, pour les raisons que nous venons de signaler. Le second va-t-il vendre son lait trois, quatre ou cinq fois moins cher que le premier ? Non, car nous sommes sur un marché capitaliste, un marché libre. Les marchandises n'y sont pas rémunérées selon le temps de travail qu'elles ont coûté à chaque producteur pris individuellement, mais selon le temps de travail qu'elles coûtent en moyenne à leurs producteurs. En arrivant sur le marché du lait, les capitalistes de la terre et les petits paysans, de montagne ou d'ailleurs, avaient apporté des produits de valeur différente, parce que représentant des quantités de travail inégales. Sur le marché, une valeur moyenne s'établit, le lait est vendu un prix uniforme. Notre éleveur de montagne ne reçoit le prix que d'une partie du travail qu'il a fourni, et Jean Gabin retire de l'opération un bénéfice substantiel qui vient s'ajouter, dans ses coffres-forts, aux millions que lui a rapporté sa carrière cinématographique, et leur donner la sai-

ne odeur de la campagne. Tout ce passe comme si les paysans capitalistes volaient aux paysans de montagne, et aux paysans pauvres en général, une partie du produit de leur travail. Les paysans capitalistes sont responsables de la ruine des paysans pauvres, mais ils ont besoin de les laisser mourir à petit feu, car la difficile survie des paysans pauvres est la condition du surcroît de profit réalisé à leurs dépens par les paysans capitalistes.

Cette dernière remarque permet de comprendre le sens véritable de la politique de soutien des cours des produits agricoles qui est, comme on le sait, la tarte à la crème de tous les ministres de l'Agriculture qui se sont succédés depuis un siècle, et des dirigeants des syndicats agricoles. Si les lois implacables du marché capitaliste avaient joué sans frein, les cours se seraient établis à un niveau tel que la majeure partie du travail des paysans pauvres aurait été accaparée par les paysans capitalistes. Très vite, la situation serait devenue intenable, et nos montagnes seraient depuis longtemps un véritable désert. Et du même coup, les paysans capitalistes, une fois disparus leurs concurrents plus faibles, auraient dû vendre leurs produits à leur véritable valeur : la source du surprofit aurait été tarie ! La politique de soutien des cours a pour effet de maintenir les cours nettement au-dessus de la valeur moyenne qui s'établirait sur un marché absolument libre, et cependant au-

dessus de la valeur que leur donne la quantité de travail dépensée par les paysans les plus pauvres. Mesure de stricte justice disent les économistes bourgeois, puisqu'elle profite au même titre à tous les ruraux. Mais quelle étrange justice que d'indemniser « au même titre » le voleur et le volé ! Le résultat, c'est que les paysans pauvres sont plumés avec plus de retenue, afin de l'être plus longtemps, et que les paysans capitalistes, qui ont vraiment la dent très longue, empochent un nouveau surprofit, du fait du maintien artificiel des cours au-dessus de leur niveau normal !

Faisons les comptes, M. Gabin ! Vous récoltez des millions avec vos films qui diffusent l'idéologie bourgeoise, mais ce n'est qu'un hors-d'œuvre ; vous exploitez durement le personnel que vous employez sur vos terres, mais ce ne sont encore que les entrées ; en vendant vos produits sur le marché capitaliste, vous accaparez une partie du produit du travail des paysans pauvres, montagnards ou pas, voilà le plat de résistance ; et en guise de dessert, vous avez droit au soutien des cours pratiqués par le gouvernement. Chapeau bas ! Mais des gens comme vous, M. Gabin, sont comme des sangsues posées sur le sol de nos campagnes. Elles en boiront jusqu'à la dernière goutte de sang.

Les paysans travailleurs de l'ouest vous ont baptisé « cumulards » ; c'est bien de cela qu'il s'agit.

(à suivre)

**QUAND DUHAMEL
VISITE LA HAUTE-LOIRE**

Le 3 mai, Duhamel venait inaugurer à Saugues un centre de FPA « destiné à faciliter le reclassement des agriculteurs dans l'industrie ». Saugues est un village situé dans une région pauvre, en proie jusqu'à maintenant à l'influence réactionnaire du clergé.

Inutile de préciser que la ruine des petits paysans est encore plus rapide ici (sur environ 17 000 fermes en Haute-Loire, 500 disparaissent par an).

De plus, les nouvelles dispositions n'accordant plus les aides aux exploitations de plus de 30 hectares, mais seulement à celles qui réaliseront plus de 30 millions de chiffre de vente par an, contribueront à une ruine plus rapide encore des petits paysans.

A l'initiative de jeunes agriculteurs du canton, l'accueil de Duhamel fut organisé : distribution de tracts, manifestation avec pancartes.

Tout ceci malgré l'intimidation policière (procès-verbaux établis dans les fermes à l'encontre des plus remuants pour des tracteurs, des pigeons en liberté).

Lors du discours de Duhamel, le mécontentement des jeunes agriculteurs s'exprimait sur leurs pancartes :

— Moins de baratin... des aides.
— Où sont nos crédits d'élevage ?

— Agriculteurs à part entière, oui ; figurants touristiques, non.

De très nombreux flics en civil et en uniforme étaient là afin d'empêcher les jeunes agriculteurs, soutenus par de plus vieux, d'exprimer leur mécontentement, et aussi afin d'assurer quelques applaudissements. Mais il y a mieux...

Le docteur Simon (Conseiller général du canton, à la même saucée Duhamel) organisa la réception.

On fit porter à des gamins de 10 ans des pancartes provocatrices, attaquant les revendications des jeunes paysans, déformant leurs revendications, essayant de les ridiculiser.

Voici quelques uns de ces slogans :

— Les jeunes agriculteurs veulent des œufs carrés pour le stockage.

— Les jeunes agriculteurs veulent pêcher l'écrevisse à la lanterne toute l'année.

— Les jeunes agriculteurs veulent des coquelicots en décembre.

— Avec notre ministre, notre conseiller général est notre porte-parole.

L'essentiel à noter est que dans ce canton qui n'aurait naguère bougé, alors que dans ce département d'autres luttes paysannes s'étaient déroulées, les jeunes agriculteurs prennent conscience et commencent la lutte.

Avec l'inexpérience devant les manœuvres d'un Simon ou d'un Duhamel, mais cela viendra. Duhamel n'était pas à l'aise, il se déplaçait en hélicoptère et avait pour l'occasion mobilisé nombre de C.R.S.

Nos ministres, mettant à profit l'expérience Guichard, ne prennent leur bain de foule que parmi les flics. Mais d'ores et déjà, le mécontentement grandit chez les petits paysans et ils sauront bientôt le manifester.

Appelons tous les marxistes-léninistes à les soutenir. La bourgeoisie n'a plus les moyens, ni le désir d'accorder aux petits paysans les miettes grâce auxquelles elle assurerait la stabilité politique. Elle peut encore, tactiquement, à l'occasion de quelque élection, faire semblant de leur donner une « aide » provisoire ; elle a prévu, planifié, à relativement brève échéance, leur disparition ; elle compte les envoyer jusqu'au dernier, grossir les rangs des chômeurs, l'armée de réserve de l'industrie. La contradiction entre bourgeoisie et petits paysans devient antagoniste. Les paysans n'ont d'autre alternative au sort qu'on leur prépare que la révolution socialiste. Ils doivent, dans la lutte contre la bourgeoisie monopoliste, ennemi commun, rejoindre les ouvriers, les petits artisans et commerçants, les étudiants progressistes.

**EN AVANT POUR UN FRONT
UNI REVOLUTIONNAIRE, SOUS
LA DIRECTION DE LA CLASSE
OUVRIERE !**

Le 24 mai 1970
CDHR Le Puy.

LA COMMUNE, SOLEIL TERRIFIANT POUR LE CAPITAL ET SES VALETS

En regard de l'histoire du monde, les années sont des jours ; mais il est des jours qui pèsent des années : les journées du 18 mars au 28 mai 1871 sont de ces moments-là.

72 jours, le temps pour le prolétariat de lancer un puissant cri de ralliement qui ébranle le vieux monde après quarante années de luttes souterraines, ponctuées de fusillades et du deuil des meilleurs des ouvriers.

72 jours qui commencèrent à montrer que la théorie de Marx est toute puissante parce qu'elle est vraie.

72 jours qui consolidèrent les fondements même du marxisme en les enrichissant, permettant ainsi le succès des révolutions à venir, d'Octobre 17 à la Révolution chinoise.

Nous ne pourrions ici qu'en évoquer certains aspects essentiels tels qu'ils éclatèrent à travers la nudité de la lutte de classe des journées révolutionnaires : Versailles contre Paris c'est en effet le prolétariat héroïque contre la bourgeoisie sans fard, lâche et cruelle.

La Commune, ce n'est pas simplement le produit de la guerre et de la famine comme l'enseigne, à la sauvette, la bourgeoisie dans ses écoles. Depuis 1831 et la répression sauvage des Canuts lyonnais, la bourgeoisie a vu se dresser le spectre de sa mort : dès lors elle n'aura de cesse qu'elle l'ait conjuré par le sang ; en vain ; les fusillades de 48, du 17 juin 69, du 22 janvier 71, entre autres, n'ont pu effacer ce signe : la révolution socialiste est inéluctable, le prolétariat en est la sève ; chacune des gouttes du sang qu'il verse décuple son énergie, sa combativité et ses pouvoirs d'organisation ; c'est ainsi que naît, en 1864, la 1^{re} Internationale derrière laquelle la bourgeoisie inventera très vite « la main de l'étranger » ; l'« occulte chef d'orchestre » d'alors, Marx, formule la phrase magique : « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » ; par là, bien qu'interdite par la bourgeoisie en 1868, l'Internationale fut la grande inspiratrice de la Commune ; elle disait clairement : « La classe ouvrière doit diriger en tout ».

« OU BIEN C'EST LA REVOLUTION QUI CONJURE LA GUERRE OU C'EST LA GUERRE QUI CONJURE LA REVOLUTION » (Mao).

Lorsqu'elle déclenche sa guerre d'agression contre l'Allemagne, la bourgeoisie française est plus inquiète de la révolution sociale à Paris que de la Prusse sur le front ; la bourgeoisie républicaine comme sa sœur jumelle la bourgeoisie impériale, s'efforcera du 4 septembre 70 au 8 février 71 de faire rentrer la révolution dans son lit ; il y avait continuité de pensée : Napoléon III avait dit : « L'inondation est comme la révolution, l'une et l'autre doivent rentrer dans leur lit pour n'en plus sortir. »

Embellie par la confiance du peuple à qui elle parlait de socialisme depuis 48, la « Gauche », qu'il avait portée à sa tête, organisa le Gouvernement de la Défense... contre le peuple de Paris : elle était persuadée qu'« une victoire de Paris sur les agresseurs prussiens eut été une victoire de l'ouvrier français sur le capitaliste français et ses parasites d'Etat » ; le 22 janvier, préparant la capitulation, elle tira sur la foule : la « Gauche » n'était que le valet du capital, l'intérêt de classe de la bourgeoisie la guidait.

DES ELECTIONS CONTRE LA REVOLUTION :

La répression, la famine, la capitulation, ni la « Gauche » n'avaient eu raison de Paris : la bourgeoisie n'avait plus qu'à organiser la comédie, bien rodée sous l'empire, des élections. Elle fit sortir des urnes une majorité ultra-réactionnaire et installa à sa tête le plus représentatif de ses chefs : Thiers, « ce nabot monstrueux, expression intellectuelle la plus achevée de sa propre corruption de classe » (Marx) ; les bourgeoisies européennes toutes hargneuses lui confièrent l'écrasement à tout prix de Paris Rouge, déjà acclamé par les prolétaires de tous les pays.

NAISSANCE D'UNE ERE NOUVELLE :

Le 18 mars 71 Versailles avait engagé la guerre civile ; la Commune avec la sérénité que la force du peuple en armes confère, développa avec une incohérente mais inaltérable générosité les capacités des masses, traçant les contours du monde nouveau dans tous les domaines.

Ce monde c'était d'abord la plus grande démocratie possible assurée par l'armement du peuple et la dissolution dès le premier jour, par décret, de l'armée permanente et de la police ; alors, et alors seulement les élections au suffrage universel eurent un sens ; la nomination de représentants actifs, révocables à tout moment, tant à la Commune, « exécutif et législatif à la fois » qu'aux postes d'administration devint pour le peuple, le moyen de choisir ses représentants en toute liberté ; il s'assura en outre de leur fidélité en limitant leur salaire à celui d'un simple ouvrier.

Dès lors que le peuple est en arme et exerce sa dictature sur les réactionnaires, la plupart des problèmes économiques et sociaux sont résolus par simples décrets : suppression des dettes de loyer, des amendes infligées aux ouvriers par les patrons, abolition du travail de nuit pour les compagnons boulangers, instruction laïque et gratuite, séparation de l'Eglise et de l'Etat, etc., en quelques jours la Commune changea le monde ; le Paris des travailleurs, transfiguré, ne connaissait plus le crime, le vol ni la prostitution : ils s'étaient transportés à Versailles. Dans tous les domaines les obstacles étaient levés : chacun apportant son expérience professionnelle apportait des améliorations dans le matériel, des méthodes nouvelles furent introduites : « quantité-rapidité-qualité-économie » c'étaient déjà les principes directeurs des ouvriers parisiens : Paris vécut alors mieux et cent fois moins cher qu'en un seul jour de domination bourgeoise.

Cette liberté, le prolétariat en était l'âme : il l'assura par son courage face aux Versaillais qui assaillaient la ville ; il montra en 72 jours l'énergie sans pareille dont la classe d'avant-garde est capable : pas un ouvrier, pas une femme d'ouvrier, pas un fils d'ouvrier qui n'ait tenu à verser jusqu'à la dernière goutte de son sang plutôt que de laisser effacer par la furie versaillaise l'œuvre du peuple parisien ; tant il est vrai que si le bourgeois refuse de se battre et dit « j'ai de la famille », le travailleur dit « moi, je me bats pour mes enfants ».

Le carnage de la « semaine sanglante » fit disparaître totalement certaines corporations ; les meilleurs ouvriers de toutes les professions étaient assassinés ; Thiers écumant triomphait : « Le socialisme est mort ».

LA « GAUCHE » :

La révolution est inéluctable ; les Judas peuvent un instant la retarder, non l'arrêter. Les Judas d'alors, les Rochet et autres Marchais du moment s'appelaient Blanc, Schœlcher, Gambetta... : ils avaient eu du socialisme à la bouche pour gagner la confiance des travailleurs ; quand ces derniers le leur présentèrent ils coururent se réfugier dans les bras de leurs maîtres dont ils partageaient la haine du peuple debout ; leur arme comme aujourd'hui c'était le poignard dans le dos : sans l'aide zélée de ces « démocrates », sans leur caution à Thiers, la France aurait suivi Paris ; mais ils savaient dépenser beaucoup d'énergie pour diviser et leurs calomnies portaient d'autant plus qu'en province on les croyait encore « républicains » ; à Paris même beaucoup n'arrivaient pas à croire à leur trahison : « Montez à la tribune, dites aux départements la vérité que les ennemis de la Commune leur cachent avec tant de soin... »

A la veille de la semaine sanglante, la « Gauche » avait fait son sale boulot ; elle avait brisé la combativité des villes de province en attendant que Thiers se soit refait une armée avec l'aide de Bismarck. Elle applaudit à l'assassinat vingt mille fois répété du prolétariat parisien.

**« LE POUVOIR EST AU BOUT DU FUSIL »
« NOUS NE DEVONS JAMAIS OUBLIER CETTE
VERITE PAYEE DE NOTRE SANG » (Mao).**

La Commune avait mis en évidence que « le prolétariat est la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout » et que « l'émancipation des travailleurs ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes » ; elle découvrit une troisième thèse fondamentale, et Marx et Engels, avec modestie, rectifièrent le Manifeste du Parti Communiste :

« La classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre la machine de l'Etat toute prête et de la faire fonctionner à son propre compte » et Lénine ajoute cette phrase qui démasque tous les opportunistes et révisionnistes : « L'idée de Marx est que la classe ouvrière doit briser, démolir la machine bureaucratique et militaire » (Etat et Révolution). Seule l'absence de cette machine peut laisser espérer un prétendu passage « pacifique » au socialisme !

Est-ce que par hasard dans la France de 1970 la machine bureaucratique et militaire de la bourgeoisie aurait disparu ?

Nos révisionnistes modernes le passent sous silence, lorsqu'ils annoncent leur passage « pacifique » : comme la « Gauche » versaillaise, ils ont le socialisme sur les lèvres, mais font vraiment trop bon marché du sang du prolétariat face à l'Etat fascisant !

Mais voyons plus avant comment ils bafouent les enseignements de la Commune. Marx et Lénine expliquent, à partir de l'expérience de la Commune que le prolétariat crée un type d'Etat, tout à fait nouveau, réellement démocratique pour le peuple, de dictature révolutionnaire ; cet Etat, c'est la violence à exercer contre la bourgeoisie et ses institutions d'Etat qui le fonde. Comment les révisionnistes traduisent-ils cela dans leur pitoyable langage de traîtres :

« ... seront abolies les institutions qui présentent, par nature, un caractère anti-démocratique et servent uniquement à la grande bourgeoisie pour exercer sa domination politique de classe, par exemple... la fonction préfectorale » (!) [Manifeste de Champigny].

Quelle audace !

Mais aussi quelle faiblesse d'imagination ! Les falsificateurs du marxisme et de l'Histoire ne sont vraiment pas des gens inventifs.

UNE REVOLUTION POPULAIRE.

Si elle démasque les révisionnistes de droite, l'histoire de la Commune n'épargne pas les doctrinaires de « gauche », incapables d'y percevoir son caractère de révolution populaire ; à Paris le peuple en armes, le prolétariat et la petite bourgeoisie urbaine, savait qu'il devait marcher vers l'union avec la paysannerie : dès les premiers jours, malgré son isolement, il tenta de faire connaître aux campagnes l'œuvre entreprise pour le bien commun ; hélas, trop peu de ses déclarations tombèrent entre les mains des paysans mal informés et « intoxiqués » par la propagande versaillaise ; Marx ne manqua pas de le souligner, « il constatait que la « démolition » de la machine de l'Etat est dictée par les intérêts des ouvriers et des paysans, qu'elle les unit et leur assigne une tâche commune : la suppression de ce « parasite » et son remplacement par quelque chose de nouveau » (Lénine).

Le chant de ce monde nouveau décrit par la Commune traverse encore l'Histoire ; il résonne aux oreilles du prolétariat mondial et l'encourage à redoubler d'effort pour renverser définitivement tous les exploités et construire l'avenir radieux de la République du Travail.

Henri JOUR.

ALBANIE :

LES CALOMNIES DES FASCISTES GRECS ET DE RADIO-MOSCOU DÉNONCÉES

Tirana, le 21 mai 1970. En réponse aux questions que lui a posées le correspondant de l'Agence Télégraphique Albanaise au sujet de l'interview du 9 mai de P. Pipinelis, ministre des Affaires Etrangères de Grèce et d'un commentaire de Radio-Moscou du 17 mai 1970, le porte-parole du ministère des Affaires Etrangères de la République Populaire d'Albanie a donné les éclaircissements suivants :

Question :

Pouvez-vous nous dire quelle est la vérité en ce qui concerne les affirmations du ministre des Affaires Etrangères de Grèce dans son interview du 9 mai, à savoir qu'à propos de l'accord commercial entre les chambres de Commerce des deux pays, la Banque de Grèce a ouvert un crédit de 300 000 dollars ?

Réponse :

Dans l'application de l'accord commercial conclu le 21 janvier 1970 entre la chambre de Commerce de la République Populaire d'Albanie et la chambre de Commerce et d'Industrie d'Athènes, la Banque de l'Etat Albanais et la Banque de Grèce sont tombées d'accord pour créer dans chacune de ces banques un « compte de compensation » de 200 000 dollars afin de faciliter les paiements des marchandises importées d'un pays à l'autre dans la limite de ce compte, ouvert de façon réciproque, chacune des deux banques peut effectuer les paiements pour les marchandises en question sans prendre en considération les disponibilités existantes. Il nous semble donc étonnant que le ministre des Affaires Etrangères de Grèce, P. Pipinelis ait déclaré, suivant la presse grecque et les agences de presse, que la Banque de Grèce aurait ouvert « un crédit de 300 000 dollars ».

En fait, l'accord conclu entre les deux banques pour l'ouverture dans chacune d'elles d'un compte de compensation repose sur la pratique internationale qui vise à faciliter l'échange des marchandises entre les Etats. Tout le monde sait que la République Populaire d'Albanie fait du commerce avec les autres Etats sur la base du principe de l'avantage réciproque et non sur la base du crédit.

Question :

Dans le même interview, le ministre des Affaires Etrangères de Grèce a déclaré que les autorités Albanaises ont renvoyé en Grèce des fuyitifs Grecs. Pouvez-vous nous donner un éclaircissement ?

Réponse :

Cette affirmation ne répond pas à la réalité. Nous estimons nécessaire de souligner qu'en vertu de notre constitution, notre République Populaire donne asile aux citoyens étrangers qui le demandent et qui sont poursuivis à cause de leur activité en faveur de la démocratie, de la libération nationale, des droits du peuple travailleur et de la liberté du travail scientifique et culturel. S'en tenant fidèlement à cette disposition importante de la constitution, le gouvernement Albanais n'a jamais fait retourner en Grèce d'évadés venus du territoire Grec pour chercher asile en Albanie. Voire il n'a jamais retourné d'émigrants politiques auxquels il a donné asile en territoire Albanais suivant leur demande.

Question :

Dans une émission du 17 mai de Radio-Moscou, au cours d'un commentaire plein de calomnies contre le peuple Albanais, on a notamment prétendu que, il y a quelques mois, l'Albanie a fait retourner en Grèce un avion à bord duquel se trouvaient des anti-fascistes qui avaient fui de Grèce. Que pouvez-vous nous dire à ce propos ?

Réponse :

La clique renégate du Kremlin a entrepris, depuis des années, une campagne de calomnies sans le moindre scrupule contre le peuple Albanais et la République Populaire d'Albanie. C'est dans ce contexte que l'on a fait la calomnie précitée des révisionnistes soviétiques que soi-disant les autorités Albanaises ont retourné en Grèce un avion Grec ayant à bord des anti-fascistes. Tout le monde sait que le 16 août 1969, un avion Grec venu de Grèce a été forcé, par le citoyen Grec Dr. Vasil Tsironi, qui voyageait à bord de l'avion à atterrir en Albanie. Les autorités Albanaises ont permis le retour de l'avion en question avec les passagers, suivant leur propre

demande et de l'équipe, à l'exception du Dr. Vasil Tsironi et sa famille qui ne voulaient pas retourner en Grèce. A part ce cas, aucun autre avion venant de Grèce ne s'est posé en territoire Albanais. La bassesse des renégats krouchtchéviens n'a pas de limite. Les socio-impérialistes soviétiques qui, suivant de façon conséquente la voie de la trahison au marxisme-léninisme et à la cause des peuples et de la politique agressive expansionniste, enragés par les défaites successives qu'ils subissent sur cette voie de l'agression et de la guerre, ne manquent pas l'occasion de fabriquer les calomnies les plus absurdes et les plus scandaleuses en s'appuyant même sur des feuilles de la propagande occidentale, comme le journal Italien « Il Popolo » à des fins hostiles déterminées contre la République Populaire d'Albanie et sa politique juste et pacifique. Mais toutes les viles tentatives des révisionnistes soviétiques à obscurcir la vérité et la politique de principe conséquente du gouvernement Albanais sont destinées, comme toujours, à échouer lamentablement.

En terminant, le porte parole du ministère des Affaires Etrangères a souligné que le gouvernement de la République Populaire d'Albanie, dans toutes ses positions et initiatives, en direction de la Grèce, y compris l'accord commercial conclu entre les deux chambres de Commerce, s'est toujours guidé, comme tout le monde le sait, par la conviction que la normalisation des relations entre l'Albanie et la Grèce est dans l'intérêt des peuples de nos deux pays et de la cause de la sécurité de la paix dans les Balkans, que les interventions des puissances impérialistes étrangères, d'Occident ou d'Orient, visant à entraver toute démarche dans ce sens sont dictées par des buts qui n'ont rien de commun avec ces intérêts et qui ne répondent qu'à leurs plans d'agression et d'expansion. Le gouvernement Albanais, a-t-il ajouté, continuera à suivre, comme toujours, sa politique constante de normalisation des relations avec la Grèce, de bon voisinage et de collaboration entre nos deux peuples et nos deux pays sur la base des principes de la non ingérence, du respect de la souveraineté de l'intégrité territoriale et de l'avantage réciproque.

FEU SUR LES COLONNES ENNEMIES... FEU SUR LES COLONNES ENNEMIES... FEU SUR LES

L'HOTEL-DIEU ET LA CHARITÉ

Les provocations fascistes du 13 mai ou contre Assos ont amené diverses organisations à « prendre position »... et certaines de ces positions ont un air de famille qui ne nous surprend pas, mais qu'il est tout de même réjouissant de noter.

Ainsi « Le Monde » du 15 mai nous apprend que le mouvement fasciste « Jeune Révolution » estime, dans un communiqué que « la masse étudiante silencieuse ne se range pas derrière la police, pas plus qu'elle n'obéit aux gauchistes dont elle connaît le rôle de provocateurs ».

Le même journal donne d'ailleurs la position de l'U.E.C. Cette dernière enfourche le même canasson fourbu : « L'attitude provocatrice des divers groupes gauchistes ne peut qu'aider le pouvoir pour la justification qu'il donne aux yeux de l'opinion publique dans leurs actions aventuristes ».

Le caractère interchangeable des deux textes se passe de tout commentaire. Fascistes amis des flics et révisos-Marcallin, c'est l'Hôtel-Dieu et la Charité.

Le lendemain, les divers organes de presse ont donné le texte d'une déclaration des C.D.R. protestant contre la tenue du congrès de l'organisation hitlérienne « Ordre Nouveau ». Ces messieurs « expriment avec la même détermination dont ils ont fait preuve chaque fois que la démocratie et les libertés sont en péril, leur profonde émotion et leur grande appréhension devant la résurgence du fascisme dont le récent meeting d'Ordre Nouveau vient de fournir la démonstration. Ils s'interrogent aussi sur l'origine des importants moyens financiers dont paraît disposer cette organisation ».

C'est comme on dit bien imité. Mais les innombrables militants ouvriers et étudiants agressés sauvagement par des membres du C.D.R. ou du S.A.C. ne se feront guère d'illusion sur les sentiments « démocratiques et anti-fascistes ». Peut-être les CDR sont anxieux de se voir concurrencés sur le terrain par les seiches de Galvaire et Cie ?

Mais pour ce qui est des moyens financiers, la « vertu » des C.D.R. prêterait à rire, car chacun sait que ces messieurs ne vivent pas de l'air du temps et que l'origine de leurs fonds n'est pas secrète, mais bien connue !

Au demeurant, lorsqu'il s'agit de cogner sur les travailleurs, les étudiants révolutionnaires ou les petits commerçants révoltés, les sbires « d'Ordre Nouveau » et ceux des C.D.R. se trouveront d'accord, malgré les cris hypocrites « Libérez Nicoud » entendus parfois dans les milieux d'extrême-droite...

Enfin... gardons le meilleur pour la fin ; les colonnes ennemies de la presse bourgeoise ont laissé peu de place pour relater l'arrestation d'un individu coupable d'attentat à l'explosif contre le Palais de Justice de Besançon. C'est que... voyez-vous... l'individu en question, un nommé Marcel Schenardi, est membre de l'U.D.R. Même, selon les derniers tuyaux, il surveillait, pour le compte de ce parti, les opérations électorales lors des cantonales du 8 mars. Un homme de confiance, en somme...

Mais Schenardi et son complice Barbier ont avoué d'autres coups durs : « attentats à la mitraille contre les locaux du journal « l'Est Républicain », contre des véhicules et domiciles privés, etc... »

Les journaux nous apprennent qu'« Ils ont déclaré avoir agi

de leur propre initiative, par conviction personnelle, afin de sensibiliser l'opinion publique contre les « gauchistes » et de provoquer une répression policière plus ferme ».

Cheban pensera sans doute que l'enfer est pavé de bonnes intentions, mais dans le cas de Schenardi et Barbier, gageons que « les casseurs ne seront pas les payeurs »... Et bien entendu la « Nation » et « l'Humanité blanche » continueront de hurler à la mort contre les casseurs... gauchistes.

LES ANERIES RACISTES DE M. BARNIER

Le racisme traditionnel voulait que les Chinois soient rusés et cruels. Le racisme nouveau leur attribue en outre un désir farouche de dominer le monde. Mais le « Figaro Littéraire » du 25 mai ne s'arrête pas là ; sous le titre « Les Chinois sont-ils plus intelligents que nous ? » (sic), un plumitif nommé Barnier s'efforce de démontrer, à grands coups de tirades « scientifiques », que les « jaunes » possèdent une « intelligences supérieure » ! Il accède ainsi aux plus grands sommets de l'argumentation raciste tout en battant des records dans l'art du nazisme camouflé.

Car enfin, comment ce peuple chinois, dominé depuis des siècles par le féodalisme et l'impérialisme, aurait-il pu, en vingt ans d'efforts, parvenir à l'un des plus hauts niveaux scientifiques et technique mondial, s'il n'était doué d'une intelligence supérieure ? Et d'ailleurs, nous dit ce M. Barnier, la science est là pour « prouver » que les « jaunes » ont une « aptitude congénitale à jongler avec les abs-

tractions », bref qu'ils sont plus intelligents que les autres. Rien d'étonnant alors qu'ils battent des records technologiques ; ne croyez surtout pas que c'est le socialisme qui le leur permet, non, leur seule supériorité, ce n'est pas leur régime politique et économique, c'est leur intelligence !

Malheureusement pour lui, M. Barnier est un benêt. S'il est incapable de nous dire pourquoi cette même cause (l'intelligence) n'a pas produit plus tôt ces mêmes effets (les succès scientifiques) ; c'est qu'il n'a rien compris et ne veut rien comprendre à la supériorité (très réelle celle-là) du régime socialiste sur tous les régimes réactionnaires. Sa force créatrice, le peuple chinois la tire aujourd'hui de cette arme invincible, mille fois plus puissante que tous les quotiens intellectuels du monde : la pensée maotsetoung.

En lisant les aneries de M. Barnier, on croirait lire ces romans policiers qui présentent de dangereux bandits qui, mûs par une intelligence supérieure et destructive, veulent dominer le monde. Telle est en fait l'image de la Chine rouge que la bourgeoisie veut inculquer au peuple français. Hitler aussi, qui voulait détruire les Juifs, n'hésitait pas à s'appuyer sur le mythe de leur intelligence supérieure. Mais gageons que cette argumentation néo-nazie qui fait pour l'instant les délices de la bourgeoisie française frileusement accrochée aux colonnes rassurantes du « Figaro Littéraire », auar tout de même quelque mal à bousculer un jour le bon sens des travailleurs français. Ceux-ci en effet sauront juger sur pièces et en définitive ne croiront pas à l'agressivité d'un pays qui n'a pas un seul soldat en dehors de ses frontières, ni aux capa-

cités intellectuelles « supérieures » d'un peuple qui se bat depuis des années pour démontrer justement que seule une juste politique prolétarienne est capable de lui faire surmonter tous les obstacles naturels.

LA VÉROLE ÉLECTORALISTE PAS MORTE !

Une élection législative va intervenir dans le 12^e arrondissement de Paris. La « bataille » d'affiches bat son plein. Outre les traditionnels politiciens, du P.C.F. à la réaction, on ne compte pas moins de 4 candidats fascistes et... l'épidémie électoraliste sévissant toujours autant dans les rangs de la petite bourgeoisie... une candidature « d'union des forces révolutionnaires » (sic). Le P.S.U. y laisse passer le bout de son oreille opportuniste. Prêt à toutes les magouilles, son candidat, Philippe Simon, a recruté comme suppléant un trotskyste appartenant à la secte qui regroupe (sans bien souvent que les militants de base ne s'en doutent), les hommes qui ont mérité naguère le qualificatif « d'hitléro-trotskyste » pour avoir appelé « à ne pas tirer sur les frères de classe habillés de l'uniforme nazi ».

Les marxistes-léninistes conséquents doivent profiter de cette bataille pour combattre le piège de l'électoralisme et démasquer avant tout l'imposture révisionniste, de loin la plus dangereuse, car de nature à tromper de larges masses ouvrières.

Elections = trahison de la classe ouvrière au profit de la bourgeoisie !

Une seule voie possible : la voie révolutionnaire !

UN AN DE COMBAT

★ du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire du Sud-Vietnam ★

Les éléments d'un premier bilan provisoire des réalisations du G.R.P. du Sud-Vietnam au cours de l'année écoulée nous ont été aimablement communiqués par son bureau d'Information de Paris. En en publiant ci-dessous l'essentiel, nous lui exprimons ici même nos remerciements.

L' « Humanité-Rouge ».

Bilan provisoire :

Le Sud-Vietnam : une année du Gouvernement Révolutionnaire.

I. - SUR LE PLAN MILITAIRE.

Depuis la formation du G.R.P., les forces armées et la population du Sud-Vietnam ont attaqué d'une manière constante et intense, assénant des coups très durs à la manœuvre de la « vietnamisation » de la guerre lancée par l'impérialisme américain. Voici quelques vagues d'offensives des plus significatives :

* 45 jours d'offensive en l'honneur du G.R.P. (du 1-8 au 15-9-69).

mis hors de combat : 65.000 soldats ennemis dont 25.000 GI's et mercenaires ;
abattus et détruits au sol : 795 avions ;
détruits : 2.600 véhicules militaires ;
coulés et incendiés : 178 bateaux de guerre ;
détruits : 280 pièces d'artillerie lourde et mortiers ;
détruits : 80 dépôts de munitions et de carburants.

* Le mois d'avril 1970 a été un mois d'émulation pour célébrer le 80^e anniversaire du Président Ho Chi Minh, pour fêter le 1^{er} anniversaire de la fête officielle de la République du Sud-Vietnam.

Au cours des vingt premiers jours d'avril, les forces armées et la population du Sud ont attaqué 1.200 objectifs militaires, dont les bases ennemies se trouvant dans les villes ou chef-lieu de Saigon, Da Lat, My Tho, Phan Thiet, Cam Ranh, Nha-Trang, Qui Nhon, Da Nang...

50.000 soldats ennemis dont 2.000 GI's et mercenaires sont mis hors de combat. 30 bataillons ou unités similaires, 100 bataillons mixtes américano-fantoches ont été anéantis. 1.200 véhicules militaires détruits et 500 avions abattus (1.000 avions abattus si l'on prend le total avec les trois premiers mois 1970). Au cours de cette vague d'offensives, 50 bases aériennes et aérodromes militaires et les complexes logistiques tels que Cam Ranh ont été attaqués. 45 millions de litres d'essence et 300 tonnes de munitions ont été détruits.

II. - SUR LE PLAN POLITIQUE.

La lutte sous la direction du pouvoir révolutionnaire a trouvé une impulsion nouvelle décisive :

En coordination avec l'offensive militaire, la population sud-vietnamienne a détruit 2.153 « hameaux stratégiques », et camps de regroupement des fantoches libérant 2.573.000 personnes.

Dans le Trung-Bo central, du 1^{er} au 10 avril 1970, 20.000 personnes appartenant aux nationalités ethniques des Hauts Plateaux, regroupées dans 88 « hameaux stratégiques » et autres camps de regroupement se sont soulevées et sont retournées dans leurs villages.

D'après des informations incomplètes, la population sud-vietnamienne a brisé l'état de répression ennemi et libéré la population dans 465 hameaux et 237 villages entre le 1^{er} et le 20 avril :

III. - RENFORCEMENT ET CONSOLIDATION DE LA ZONE LIBEREE.

Sur le plan de la production :

Jusqu'à ce jour, le pouvoir révolutionnaire a distribué ou provisoirement attribué 2.000.000 d'hectares de rizières aux paysans (Nam Bo : 1.531.257 ha, Trung Bo : 500.000 ha) c'est-à-dire près de 80 % de la surface cultivable au Sud-Vietnam.

Sur le plan de l'éducation et de l'enseignement :

L'année dernière le système d'enseignement qui couvre les classes maternelles jusqu'au second cycle de l'enseignement secondaire s'est vu doté d'un programme unique, sain et scientifique, répondant exactement au programme d'action du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire qui est de bâtir une culture et une éducation nationale et démocratique.

Pour tout le Sud-Vietnam, il existe à l'heure actuelle 6.000 écoles primaires et secondaires avec au total plus de 500.000 élèves. Les provinces du delta du Mékong telles que My Tho, Ben Tre, Long An, Tra Vinh ont vu le nombre de leurs élèves augmenter de deux fois et demi par rapport à

l'année 1968-1969. En plusieurs endroits, 90 à 95 % des enfants en âge sont scolarisés.

Dans les Hauts Plateaux, 17 nationalités possèdent désormais leur écriture et un programme d'enseignement spécifique. Ceci constitue un véritable exploit du comité d'Enseignement du Trung Bo.

Sur le plan culturel :

Les différentes branches artistiques et culturelles se sont développées d'une manière notable. « Studio Libération » et « Studio des Forces Armées de Libération » ont réalisé 5 documentaires sur 20 thèmes différents et des reportages de valeur comme :

- Ecole des cadres féminins ;
- Scènes de l'offensive généralisée du soulèvement ;
- Les femmes artilleurs de Long An ;
- Le chemin pour le Front.

De nombreux poèmes, contes, récits, chants, partitions et théâtres sont venus enrichir l'art des zones libérées exprimant tous les nouvelles victoires et l'esprit de lutte indomptable de la population du Sud-Vietnam.

Sur le plan de la peinture, on a pu organiser deux expositions depuis 1968, avec un grand nombre de chefs-d'œuvre de peinture, des sculptures des zones libérées. L'exposition de 1968 a réuni 2.000 œuvres et celle de 1970 : 2.500.



La « forêt » terrifiante (par un membre d'une commune populaire de Kouangsi - Chine).

Sur le plan médical :

Le réseau médical de la zone libérée s'est étendu et renforcé de 1969 à 1970 jusqu'au niveau du village, du hameau, du district grâce à une équipe de cadres dévoués et professionnellement capables. En



« Rester à jamais au Vietnam... » (Caricature vietnamienne).

moyenne, chaque district de la zone libérée grossit actuellement de 3 à 5 médecins et médecins auxiliaires. Chaque village, chaque hameau possède entre 3 et 5 infirmiers. Le secteur pharmaceutique de la zone libérée a produit l'année dernière 24 types de médicaments de la médecine traditionnelle, 22 de la médecine moderne, 6 types de *phyllatophe*, ainsi que d'autres médicaments fabriqués à partir des matières premières locales tels que les vitamines B 1, C, B 12, le plasma, la novocaïne, les anesthésiants, etc. Les laboratoires pharmaceutiques centraux ont pu résoudre 15 grands problèmes permettant aux diverses régions de surpasser des difficultés dans la production de médicaments. Ainsi la province de Tay Ninh a produit 70 types de médicaments de bonne qualité, réalisant une économie de plus de 2.000.000 piastres. Le Nord de celle de Phuoc Long a utilisé des produits locaux pour fabriquer des antibiotiques remplaçant la pénicilline.

Renforcement et consolidation du pouvoir révolutionnaire :

A l'heure actuelle, le pouvoir révolutionnaire au Sud-Vietnam a été constitué dans :

- 44 provinces et villes ;
- 150 districts (le Sud-Vietnam possède en tout 260 districts) ;
- 1.500 hameaux (sur 2.700 hameaux).

Jusqu'à aujourd'hui, 47 pays ont des relations à divers niveaux avec le G.R.P. et le F.N.L. Parmi ceux-ci 25 ont reconnu et établi des relations diplomatiques au niveau d'ambassade avec le G.R.P.

Le G.R.P. possède des bureaux d'Information en France et en Suède.

REMERCIEMENTS AU PRÉSIDENT MAO des DIRIGEANTS de la REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE du VIETNAM

Au camarade Mao Tsé toung, Président du Comité Central du Parti Communiste Chinois,

Au nom du peuple vietnamien, du Parti des Travailleurs du Vietnam et du gouvernement de la République Démocratique du Vietnam, nous tenons à vous formuler nos remerciements les plus sincères, à vous, Camarade Président respecté et bien-aimé, qui par la Déclaration importante en date du 20 mai 1970, apportez votre ferme soutien au peuple vietnamien dans sa guerre de résistance à l'agression américaine, pour le salut national.

Le peuple vietnamien, avec les peuples frères du Laos et du Cambodge, en première ligne de la lutte anti-américaine, voit dans la Déclaration du Président datée du 20 mai 1970 un document d'une signification politique importante. Cette Déclaration est un immense encouragement et un ferme soutien accordés par les 700 millions de Chinois frères au peuple vietnamien qui s'engage à concrétiser le testament du Président Ho Chi Minh respecté et bien-aimé, à persévérer dans la guerre de résistance à l'agression américaine, pour le salut national et à la poursuivre avec force jusqu'à la victoire totale : un immense encouragement et un ferme soutien pour le peuple khmer qui, en réponse à l'appel pour le salut national lancé par le chef de l'Etat Samdech Norodom Sihanouk, combat héroïquement l'agression barbare de l'impérialisme américain et de ses suppôts : un immense encouragement et un ferme soutien pour le peuple lao qui sous le drapeau du Front Patriotique lao dirigé par le prince Soupha-

nouvong, se bat opiniâtrement contre les impérialistes américains agresseurs et leurs laquais : un immense encouragement et un ferme soutien pour les peuples révolutionnaires des autres pays qui mènent une lutte inflexible contre l'agression et l'asservissement de l'impérialisme américain.

C'est animé de profonds sentiments de « camarade et frère » que le peuple vietnamien exprime sa gratitude éternelle au Président, au Parti Communiste Chinois, au Gouvernement et au peuple chinois pour le soutien et aide immenses et précieux qu'ils ont accordés et accordent à notre cause de résistance à l'agression américaine, pour le salut national et à l'édification socialiste du Nord-Vietnam.

Le peuple vietnamien, en réponse à l'appel pour l'unité militante lancé par la Conférence au sommet des peuples indochinois, est déterminé, de concert avec les peuples frères khmer et lao, à se soutenir sans réserve, à persévérer dans cette bataille et à la poursuivre avec force, pour mettre définitivement en déroute les agresseurs américains. Avec le soutien énergique du peuple chinois, des peuples des autres pays socialistes frères ainsi que des progressistes du monde, la juste lutte des peuples vietnamien, khmer et lao remportera à coup sûr la victoire finale.

Très cordiales et profondes salutations !

Ton Duc Thang, Président de la République Démocratique du Vietnam.
Le Duan, Premier secrétaire du Comité Central du Parti des Travailleurs du Vietnam.

Hanoï, le 24 mai 1970.